

Retour gagnant ?

Baromètre EY de l'attractivité

France

2018

The EY logo consists of the letters 'EY' in a bold, white, sans-serif font. The 'E' and 'Y' are connected at the top. A yellow triangle is positioned above the 'Y'.

Building a better
working world



Sommaire

4

Synthèse

6

**La France rejoint
la tête du classement européen**

14

**Les nouveaux visages
de la France attractive**

28

**La France s'est-elle contentée
de rattraper son retard ?**

35

Méthodologie

Remerciements

Nous tenons à remercier particulièrement Frédéric Collet, David Gurlé, Christophe Lecourtier, Ludovic Subran et Jean-Noël Tronc, qui ont pris le temps de partager leur point de vue sur l'attractivité du site France. Nous remercions également les équipes de Business France pour la précision des informations et analyses qu'elles nous ont apportées.

Cette 17^e édition du baromètre de l'attractivité de la France a été réalisée par l'équipe EY : Marie-Armelle Bénito, Anne-Sophie Bluzat, Élise Carrard, Dalhia Chekaoui, Cédric Foray, Camille de Guillebon, Quentin Hacquard, Marc Jouan, Jean-Pierre Letartre, Marc Lhermitte, Jean-Pierre Lieb, Olivier Lluansi, Anne Périé, Fabien Piliu, Matthieu Philip, Vincent Raufast, Emmanuelle Raveau, Franck Sebag, François Weill et Hugo Zelli.



Retour gagnant ?



JEAN-PIERRE LETARTRE
Président d'EY en France



MARC LHERMITTE
Associé EY

Le redressement de l'attractivité de la France en 2017 et au début de l'année 2018 est spectaculaire. La France s'inscrit à nouveau dans le peloton de tête européen, dont elle avait décroché depuis une dizaine d'années. Avec 1 019 projets annoncés par les investisseurs étrangers, elle talonne désormais le Royaume-Uni et l'Allemagne, ses deux grands concurrents historiques.

Détaillées dans ce baromètre, nombreuses sont les explications structurelles de cette performance, qui tient également à l'amélioration de la conjoncture. En effet, la croissance est de retour en Europe et en France, relançant un grand nombre d'investissements. La consommation, les carnets de commandes des donneurs d'ordres industriels, les investissements dans les infrastructures sont autant de raisons pour des entreprises industrielles, tertiaires ou technologiques, de toutes origines - américaines et européennes en tête - de retrouver le chemin de l'Hexagone et de l'Europe.

L'image de notre pays fait un bond en avant : désormais 8 investisseurs sur 10 la trouvent plus attractive parce que plus compétitive. Redorée, cette image est aussi portée par l'affirmation d'un projet économique ouvert sur l'international, tenant le rythme des réformes, accueillant résolument les investissements internationaux. Cerise sur le gâteau, les investisseurs étrangers placent pour la première fois Paris devant Londres pour y implanter leur tête de pont européenne. De bon augure à quelques mois du Brexit...

Pourquoi l'attractivité est-elle un enjeu majeur, central pour notre pays ? Pas seulement parce qu'être reconnu, voire aimé, de l'extérieur est toujours bon pour la confiance. D'autres raisons doivent être avancées. Les entreprises à capitaux étrangers pèsent fortement sur notre économie. Certes, elles ne sont que 28 100, soit moins de 1 % des

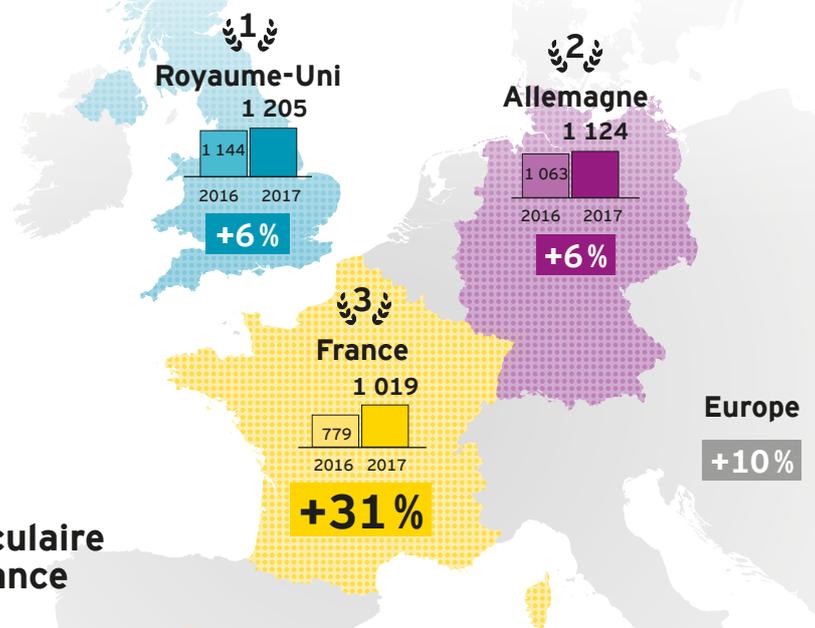
entreprises recensées en France. Mais elles emploient 1,8 million de personnes, réalisent 16 % de la valeur ajoutée et 22 % des dépenses de recherche et développement de l'ensemble des secteurs marchands non agricoles et non financiers. Une France au profil international, plus ouverte, plus audacieuse, plus conquérante doit donc être nécessairement attractive.

La dynamique est positive mais rien n'est gagné ! La France revient dans la course, mais celle-ci est loin d'être achevée. En 2016 et en 2017, notre pays n'a fait que rattraper le retard pris ces dix dernières années, faute de réformes structurelles décisives pour la compétitivité de son économie. Pendant que l'attractivité tricolore se délitait, nos voisins anglais et allemands ont accueilli plusieurs centaines de sièges, de centres de R&D internationaux. Ils ont vu les investissements des pays émergents se multiplier, notamment chinois et indiens. Les dirigeants interrogés nous appellent d'ailleurs à ne pas relâcher les efforts entrepris pour rendre notre fiscalité plus compétitive, simplifier l'environnement administratif et abaisser le coût du travail, notamment.

La confiance entière des investisseurs - et avec elle le retour massif des sièges, des talents des start-up nées ailleurs - ne reviendra que si les mesures pro business et les sommets de l'attractivité s'enchaînent. L'exécutif doit bien évidemment jouer son rôle. Mais l'attractivité est l'affaire de tous. En effet, l'ensemble des forces vives du pays a également un rôle à jouer pour permettre à l'économie française de retrouver à la fois un modèle de compétitivité reposant sur des entreprises qui investissent, innovent et exportent davantage, une ouverture internationale et une force de frappe technologique et entrepreneuriale dignes d'une économie mondiale de premier rang. La dynamique est engagée, poursuivons les efforts !

Synthèse

du baromètre EY de l'attractivité de la France 2018



1

Une progression spectaculaire de l'attractivité de la France

Avec 1 019 projets en 2017, la France est revenue dans le peloton de tête

Avec 1 019 projets annoncés en 2017, en hausse de 31% par rapport à 2016, la France reste en 3^e position du classement européen des pays d'accueil des investissements étrangers, mais talonne l'Allemagne (1 124, +6%) et le Royaume-Uni (1 205, +6%).

Évolution 2016-2017: +31%

Entamée en 2016, la dynamique se prolonge en 2017. La rupture avec la longue période pendant laquelle la France était distancée par ses deux principaux compétiteurs, se confirme. Grâce à cette belle performance, la concurrence est plus resserrée que jamais au sein du trio de tête.

Paris devant Londres pour la 1^{re} fois

Un an avant la fin programmée avec l'Union européenne, le Royaume-Uni subit déjà un effet Brexit. Pour la première fois, les dirigeants interrogés placent Paris (37%) devant Londres (34%) au classement des métropoles européennes les plus attractives.

Europe: 6 653 projets, +10%

En Europe, le nombre d'implantations et d'extensions annoncées par les investisseurs étrangers s'établit à 6 653. Il augmente de 10% entre 2016 et 2017. Le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France captent à eux trois 50% du nombre total des projets.

2

Les nouveaux visages de la France attractive

Industrie: +52% par rapport à 2016 et 1^{re} place européenne

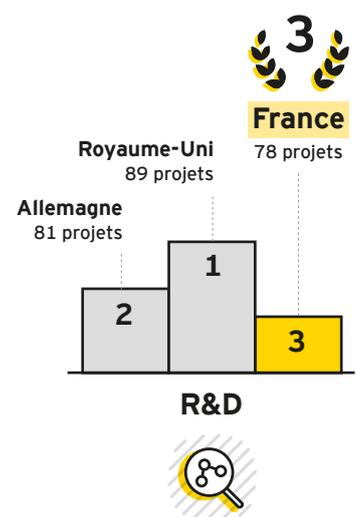
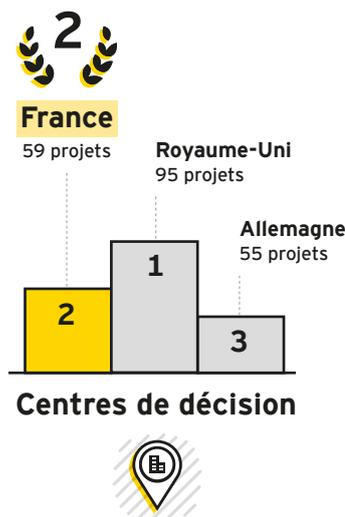
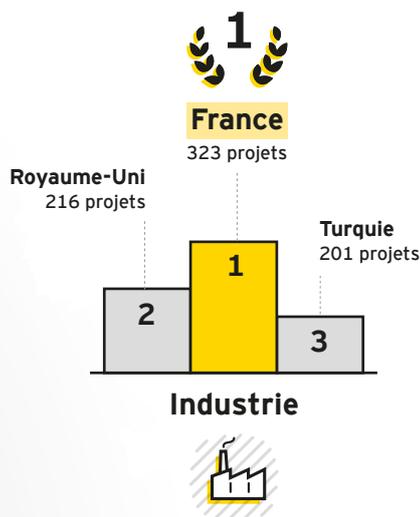
L'industrie est un des principaux moteurs de ce regain d'attractivité: la France accueille 323 projets (+52% par rapport à 2016). Elle conserve la 1^{re} place européenne. Seul point négatif, les projets en termes d'effectifs sont plus modestes que ceux de nos concurrents (32 emplois en France contre 50 au Royaume-Uni en moyenne).

La France en 2^e place pour les centres de décision et 3^e pour la R&D

Concernant l'attractivité des centres de décision, le Brexit semble rebattre les cartes. Résultat, la France affiche une progression remarquable (de 16 à 59 projets entre 2016 et 2017), et rattrape une partie de son retard. Dans le domaine de la R&D, les 3 principaux pays font la course en tête (89 au Royaume-Uni, 81 en Allemagne, 78 en France).

+22% des projets américains en France

Avec 223 projets américains (soit 22% du total), la France devient le deuxième pays d'accueil européen des investissements en provenance des États-Unis, derrière le Royaume-Uni (334) mais devant l'Allemagne (214).



3

Une image au beau fixe et en mouvement

55% des dirigeants voient notre attractivité à 3 ans s'améliorer

— Les dirigeants sont confiants sur l'évolution de l'attractivité de la France. Ils sont 55% à estimer qu'elle va s'améliorer d'ici 3 ans, contre 27% en 2017. Ce score est très supérieur à celui de l'Allemagne (45%) et du Royaume-Uni (30%).

Pour 35% des dirigeants, l'innovation est l'atout mondial de la France

— Toutefois, d'autres avantages concurrentiels s'affirment plus nettement selon les investisseurs : la place de la France dans le projet européen (selon 34% d'entre eux), ses spécificités sectorielles fortes (31%), son vivier de talents (30%) ou encore son rayonnement touristique (30%).

Start-up et rayonnement international en progression

— 64% des décideurs internationaux interrogés estiment que la France met aujourd'hui en œuvre une politique efficace de promotion de ses atouts à l'international. Ils sont 56% à juger efficace ou très efficace l'accompagnement à la création de start-up.

4

Rattraper le retard pour être durablement attractive

Transformer les intentions en projets réels

— Les dirigeants ne sont pas prêts à parier sur la France sans garanties pour l'avenir : les perspectives d'implantations repartent certes à la hausse (24%), mais cette embellie reste mesurée (+2 points).

Reconquérir les sièges et attirer davantage les investisseurs émergents

— Le bond des implantations de centres de décision ne peut pas faire oublier qu'entre 2008 et 2017, le Royaume-Uni en a accueilli 708, soit trois fois plus que la France (226). Sur la même période, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont réussi à attirer plus de 800 investissements chinois ou indiens quand la France n'en captait que 234.

Créer plus d'emplois

— Avec seulement 25 emplois créés en moyenne, les investissements étrangers génèrent moins d'emplois en France qu'ailleurs (42 emplois par projet en moyenne au Royaume-Uni et 53 en Europe).

Rechercher de nouveaux gains de compétitivité

— Les défauts structurels de la France préoccupent un peu moins les décideurs. Mais ils restent encore à l'esprit : amélioration de la compétitivité fiscale de la France (43%, -12 points), intensification de l'action de simplification administrative pour les entreprises (41%, -5 points), allègement du coût du travail (38%, +7 points) une plus grande flexibilité du marché du travail (34%, -5 points).



POINT DE VUE

CHRISTOPHE LECOURTIER
Directeur général, Business France

Le discours d'ouverture adressé par la France au monde entier est très apprécié par les investisseurs étrangers

Plusieurs facteurs concourent à cette nette amélioration de l'image de la France, déjà observée par le rapport 2018 sur l'internationalisation de l'économie de Business France. Alors que certains messages protectionnistes se font entendre, le discours d'ouverture adressé par la France au monde entier est très apprécié par les investisseurs étrangers. La volonté de réformer en profondeur notre économie est également saluée.

Il faut maintenant prolonger ces efforts pour que notre pays retrouve la place qui doit être la sienne dans l'économie mondiale. Plusieurs priorités se dégagent. Le chantier des réformes structurelles se poursuit afin d'équilibrer enfin nos finances publiques. Tant que le niveau de notre déficit public ne baissera

pas, la fiscalité tricolore restera une source d'inquiétudes pour les investisseurs étrangers. Il est donc essentiel de stabiliser notre paysage fiscal pour les rassurer ! Il y a aussi matière à s'attaquer aux obstacles qui entravent la fluidité de l'action économique, notamment en allégeant le cadre normatif, par exemple en réduisant ou en encadrant les procédures administratives. Enfin, parce que les talents sont désormais une denrée rare pour les entreprises, il faut mener une politique efficace de formation pour transformer le handicap que constitue un niveau élevé de demandeurs d'emploi en atout. À la différence de l'Allemagne et du Royaume-Uni, la France a sous la main une formidable armée de réserve pour conquérir le monde. Aidons-les à disposer des meilleures armes !



1 La France rejoint la tête du classement européen

Le retour des investisseurs étrangers en France se confirme en 2017



Avec 1019 projets annoncés en 2017 et un nombre en hausse de 31% par rapport à 2016, la France talonne enfin ses deux grands concurrents, le Royaume-Uni (1 205, +6%) et l'Allemagne (1 124, +6%).

— La dynamique de l'année 2017 prolonge le redressement observé en 2016 (+30% par rapport à 2015) et confirme la rupture avec une longue période pendant laquelle les

investissements étrangers dans l'Hexagone ne progressaient pas au rythme de ses deux principaux concurrents.

En Europe, le nombre d'implantations et d'extensions annoncées par les investisseurs étrangers a augmenté de 10% entre 2016 et 2017. Plus resserré que jamais, le peloton de tête, Royaume-Uni, Allemagne et France, a capté à lui seul la moitié des investissements.

Avec sa très belle performance, la France réduit significativement l'écart avec le Royaume-Uni et l'Allemagne

Principaux pays attirant le plus grand nombre de projets d'investissement étrangers (2017)

Rang	Pays	2016	2017	Evolution 2016/2017	% total 2017
1	Royaume-Uni	1 138	1 205	↗ 6%	18%
2	Allemagne	1 063	1 124	↗ 6%	17%
3	France	779	1 019	↗ 31%	15%
4	Pays-Bas	409	339	↘ -17%	5%
5	Russie	205	238	↗ 16%	4%
6	Espagne	308	237	↘ -23%	4%
7	Turquie	138	229	↗ 66%	3%
8	Belgique	200	215	↗ 6%	3%
9	Pologne	256	197	↘ -23%	3%
10	Finlande	133	191	↗ 44%	3%
11	Irlande	141	135	↘ -4%	2%
12	République tchèque	110	134	↗ 22%	2%
13	Roumanie	132	126	↘ -5%	2%
14	Serbie	46	118	↗ 157%	2%
15	Hongrie	107	116	↗ 8%	2%
Autres		876	1 030	↗ 18%	15%
Total		6 041	6 653	↗ 10%	100%

Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (données EY EIM 2016, IBM 2017)

Sous l'effet du Brexit, le Royaume-Uni plie, mais ne rompt pas

Malgré le Brexit, le Royaume-Uni parvient à conserver la première place du podium européen de l'attractivité en 2017. Cependant, le pays perd de sa superbe : le nombre de projets n'a progressé que de 6% entre 2016 et 2017, après avoir augmenté de 20% entre 2014 et 2015.

Le Royaume-Uni semble ainsi subir un « effet Brexit », qui se traduit par une plus grande prudence de la part des investisseurs étrangers. Bien que l'issue des négociations entre Londres et l'Union européenne soit incertaine dans la plupart des dossiers, la perspective de la disparition du passeport financier européen a été à l'origine de plusieurs annonces fortement médiatisées de transferts de services financiers au profit d'autres métropoles européennes, au premier rang desquelles Francfort, Paris, Amsterdam, Dublin et Luxembourg, qui se livrent une bataille féroce. Concrètement, le Brexit affecte le Royaume-Uni, dans certains domaines tout particulièrement : le secteur financier (78 implantations, soit une baisse de 26%) et les centres de décision (95 implantations, soit une baisse de 31%).

La réorganisation liée au Brexit dépasse aujourd'hui le cadre des services financiers pour s'étendre aux secteurs fortement

exportateurs ou importateurs entre l'UE et le Royaume-Uni - l'automobile, la grande consommation... -, très dépendants d'une régulation européenne - la pharmacie, la chimie... - et/ou intégrés dans des programmes de recherche européens, comme peuvent l'être l'aéronautique et le spatial, entre autres.

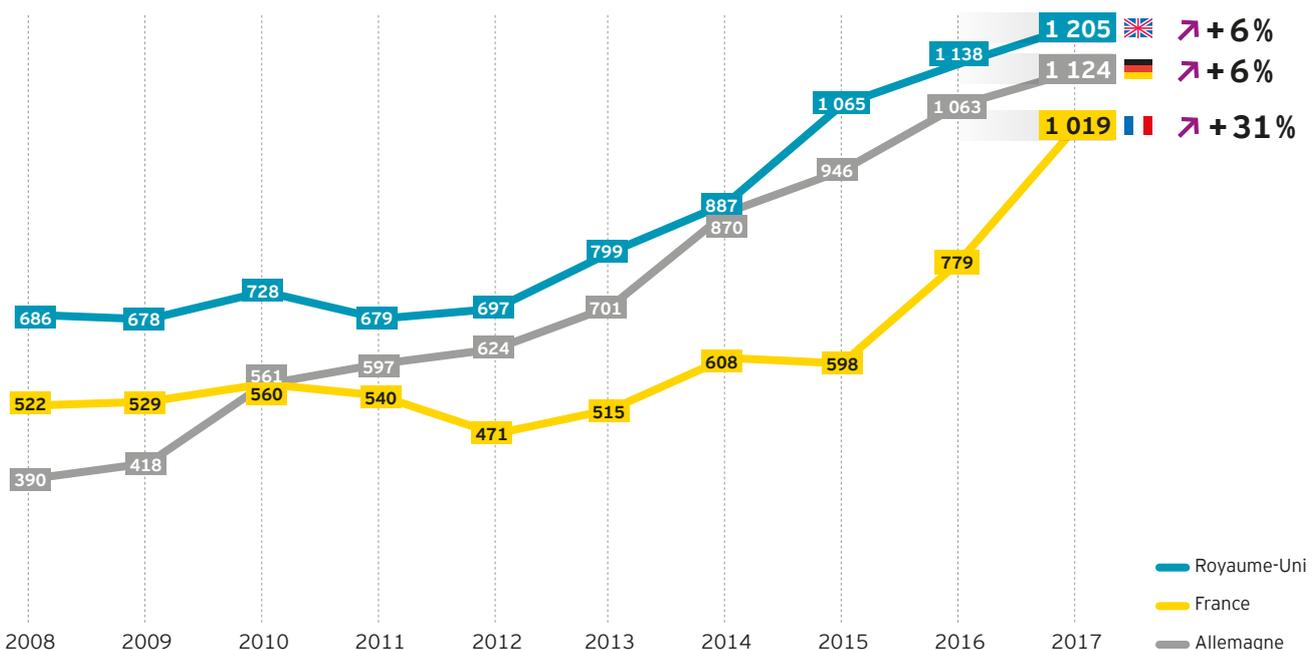
Cependant, malgré le net ralentissement de la croissance des projets d'implantation constaté ces dernières années, la « destination UK » est loin d'être désertée. En 2017, le Royaume-Uni a réussi à attirer 1 205 nouveaux projets sur son territoire. De plus, s'il se fait dépasser par l'Allemagne sur les services aux entreprises, il reste le leader européen dans le domaine des services financiers et conserve une longueur d'avance dans le secteur des services informatiques.

Surtout, l'enquête EY menée en janvier 2018 auprès de 502 dirigeants révèle que 8% seulement envisageaient une relocalisation de leurs activités dans un autre pays, dont les deux tiers en Europe (35% en Europe de l'Ouest et 33% en Europe Centrale et Europe de l'Est).



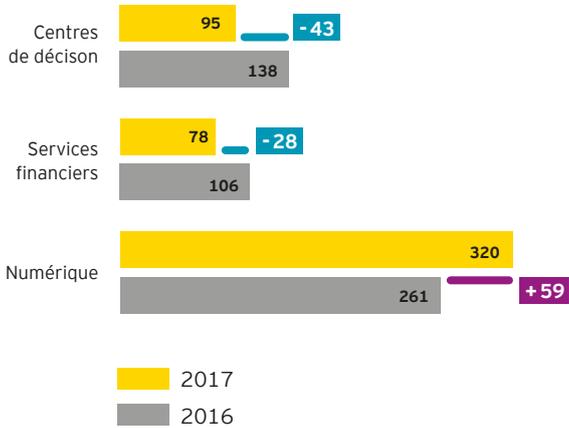
Malgré un ralentissement de la croissance, la « destination UK » est loin d'être désertée

Évolution comparée du nombre de projets d'investissement étranger (2008-2017)



Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2008-2016 (données EY EIM 2016, IBM 2017)

Activités qui ont le plus évolué au Royaume-Uni



Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (données EY EIM 2016, IBM 2017)

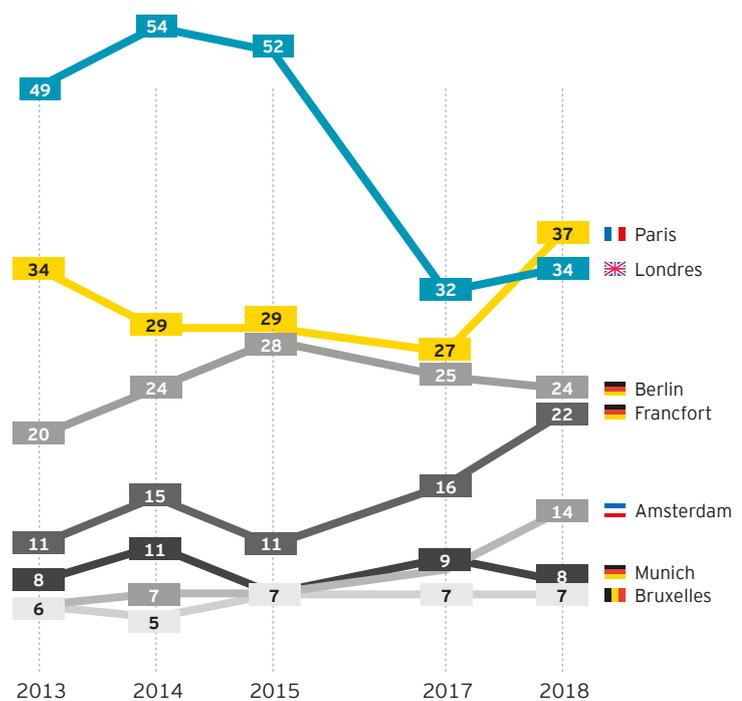


Paris fait désormais de l'ombre à Londres

Fait inédit, les investisseurs étrangers placent la capitale française devant sa rivale britannique.

C'est une situation inédite depuis la création de notre baromètre en 2003. Cette performance est évidemment le résultat d'un moment difficile pour le Royaume-Uni et Londres qui s'étaient progressivement affirmés comme l'un des premiers choix des entreprises américaines et chinoises pour y implanter leur tête de pont européenne : en raison des incertitudes liées au Brexit, la période de quinze ans pendant laquelle la capitale britannique a dominé tous les classements européens s'achève. Paris progresse fortement dans ce classement d'image des grandes métropoles européennes (+10 points entre 2017 et 2018), mais Londres ne fait que se stabiliser (de 32% à 34%). À noter, trois villes allemandes figurent parmi les dix métropoles européennes les plus attractives.

Quelles sont les 3 métropoles européennes les plus attractives pour les décideurs étrangers ?*



* Question non posée en 2016, données non disponibles

Source : Baromètre EY de l'attractivité de l'Europe (enquête janvier 2018, 502 répondants, 3 réponses possibles)

Première économie européenne, l'Allemagne reste sur la deuxième marche du podium

Avec 1 124 projets accueillis en 2017, l'Allemagne conserve la deuxième place du podium européen. Elle talonne le Royaume-Uni, qui ne la distance que de 81 projets.

Ce résultat confirme la progression continue de son attractivité depuis dix ans. Première économie du continent, le modèle allemand reste très largement soutenu par son Mittelstand, un tissu de petites et moyennes entreprises, souvent industrielles, innovantes et ouvertes sur l'économie mondiale. L'amélioration de sa compétitivité prix et surtout hors-prix depuis plus d'une décennie déjà a permis à l'Allemagne de se hisser au troisième rang des puissances les plus exportatrices au monde, derrière la Chine et les États-Unis. En 2017, son excédent commercial a atteint 244,9 milliards d'euros.

Cependant, l'année 2017 a été marquée par d'importantes incertitudes politiques

qui ont affecté la performance allemande. Les difficultés rencontrées pour former un nouveau gouvernement se sont traduites par un attentisme des investisseurs étrangers. Ainsi, la progression de l'attractivité allemande s'est limitée à 6% en 2017 contre 12% entre 2015 et 2016 et 9% entre 2014 et 2015. Au-delà de ces éléments conjoncturels, l'attractivité de l'économie allemande est également freinée par un manque de main-d'œuvre qualifiée, qui limite la capacité des entreprises à répondre aux commandes locales ou internationales. Enfin, les coûts de main-d'œuvre restent élevés : ils se situaient à 36 € de l'heure dans l'ensemble de l'industrie et des services marchands contre 31 € pour l'ensemble de la zone euro au 4^e trimestre 2017¹.

Si l'Allemagne reste une destination privilégiée pour les projets à forte valeur ajoutée, les investisseurs étrangers tendent ainsi à considérer d'autres destinations pour les projets à haute intensité en main-d'œuvre.



L'attractivité de l'Allemagne est le fruit de l'amélioration continue de sa compétitivité

1. Source : Eurostat, calcul Coe-Rexecode, mars 2018





Malgré les chocs géopolitiques, la dynamique économique reste favorable en Europe

— Si les Pays-Bas conservent la 4^e place du classement, malgré une baisse notable des investissements directs à l'étranger (-17%), la Russie coiffe l'Espagne au poteau et lui ravit la 5^e place, avec respectivement 238 et 237 projets. À noter également la belle progression de la Turquie (+66%), qui frappe à la porte du top 5, la contre-performance de la Pologne (-23%) et l'absence persistante de l'Italie dans le top 15 (63 projets).

La résilience de l'attractivité de la France et de l'Europe dans un environnement politique instable s'explique également par une nette amélioration de la conjoncture économique.

En effet, la croissance économique mondiale en 2017 a atteint 3,6% contre 3,1% en 2016². La zone euro a quant à elle affiché un taux de croissance de l'ordre de 2,4%, supérieur à celui des États-Unis (2,1%). La France participe également de cette dynamique puisque, pour la première fois depuis six ans, son taux de croissance a atteint 2,2%³ en 2017. Notons toutefois que la France fait une nouvelle fois moins bien que ses partenaires de la zone euro. Cette amélioration de la conjoncture économique au niveau national, européen et mondial a, d'une part, renforcé les capacités financières des entreprises, et, d'autre part, favorisé le retour d'un climat de confiance favorable aux investissements.

En Europe, aux incertitudes liées au Brexit se sont ajoutées celles concernant les

échéances électorales dans plusieurs grands pays européens, voisins de la France. Citons les difficultés à élire un gouvernement en Allemagne et en Italie, le référendum sur l'autonomie catalane en Espagne, la montée des partis populistes en Hongrie, en Finlande, en Autriche. Pourtant, bien que perturbée par ces événements, l'Europe reste une destination très prisée par les investisseurs internationaux.

Ainsi, d'après l'enquête menée par EY auprès de 502 dirigeants européens, l'Europe reste la destination la plus attractive au monde en 2018 pour 73% d'entre eux, devant l'Asie et l'Amérique du Nord. Dans ce contexte, la France s'est démarquée positivement. À l'issue des élections présidentielles de mai 2017, elle a semblé apparaître comme un îlot de stabilité dans une Europe tourmentée et en profonde mutation.

Sur le plan international, l'année 2017 a également été marquée par les tensions géopolitiques, notamment en Syrie et en Corée du Nord, ainsi que par la montée des politiques protectionnistes dans plusieurs pays majeurs de l'économie mondiale. Les réformes impulsées par le président Trump aux États-Unis, telles que la taxation des importations d'acier et d'aluminium et la réduction drastique de l'impôt sur les sociétés, notamment pour les entreprises américaines rapatriant leur trésorerie sur leur sol, ont tout particulièrement laissé craindre une baisse des investissements américains en Europe et notamment en France.



L'Europe reste l'une des destinations les plus attractives au monde

2. Source : OCDE

3. Source: INSEE (mai 2018)

Un bémol, le faible nombre des emplois créés en France

Au total, les 6 653 projets d'implantation ou d'extension d'investisseurs étrangers en Europe auront contribué à la création de 353 469 emplois⁴ en 2017.

En fonction des systèmes fiscaux, de la dynamique des économies locales, des politiques fiscales d'incitation aux investissements et, bien entendu, du coût du travail, l'effet de levier de l'emploi varie considérablement entre les pays.

Ainsi, parmi les 15 premiers pays en matière d'emplois créés, la Serbie et la Slovaquie se distinguent, avec près de 170 emplois par projet du fait de coûts favorables à l'implantation de projets à fort besoin de main-d'œuvre, comme les centres de services partagés.

Autre fait notable, l'effet Brexit qui entame le leadership britannique en nombre de projets accueillis n'a pour le moment pas d'effet sur les emplois créés : le Royaume-Uni reste en tête du classement, avec 50 196 emplois portés par les investisseurs étrangers, soit 42 par projet, près de deux fois plus qu'en France (25).

Comment expliquer cet écart si ce n'est par le fait que le Royaume-Uni accueille davantage de créations *ex-nihilo* quand la France se contente le plus souvent d'extensions de sites existants ? Les créations de sites représentent ainsi 62% des implantations au Royaume-Uni, contre seulement 47% en France.



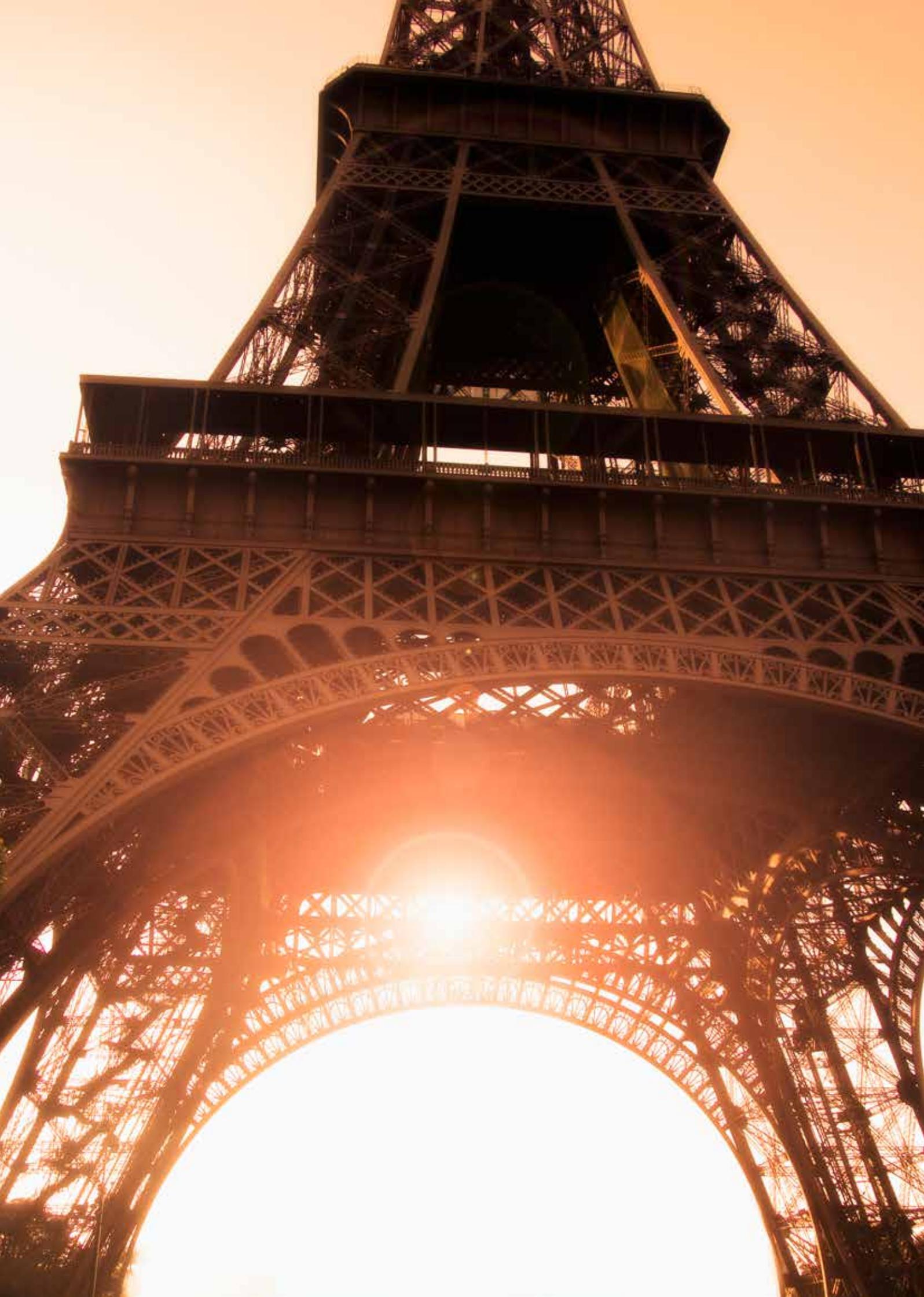
Deux fois plus d'emplois par projet d'investissement au Royaume-Uni qu'en France

4. Le changement de méthodologie sur le recensement des emplois entre 2016 et 2017 empêche d'établir des comparaisons à périmètre constant

Principaux pays ayant bénéficié du plus grand nombre de créations d'emplois liées aux projets d'investissement étranger

Rang (2017)	Pays	Emplois 2017	Projets 2017	Emplois par projet
1	Royaume-Uni	50 196	1 205	42
2	Allemagne	31 037	1 124	28
3	Russie	25 788	238	108
4	France	25 126	1 019	25
5	Pologne	24 000	197	122
6	Serbie	20 103	118	170
7	Hongrie	17 017	116	147
8	Roumanie	16 490	126	131
9	République tchèque	14 490	134	108
10	Espagne	13 685	237	58
11	Turquie	13 078	229	57
12	Slovaquie	9 322	57	164
13	Irlande	8 961	135	66
14	Pays-Bas	8 541	339	25
15	Bosnie-Herzégovine	8 380	62	135
	Autres	67 255	1 317	51
	Total	353 469	6 653	53

Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (données IBM 2017)





POINT DE VUE

JEAN-NOËL TRONC

Directeur général-gérant, Fédérateur mission Export ICC, Sacem

Le dispositif pour renforcer l'attractivité de la France en matière de culture doit être amélioré

Si la France rayonne d'abord par sa puissance culturelle - près d'un tiers des voyageurs disent y venir pour cette raison -, le tourisme n'est pas le seul atout de la France en la matière et la créativité à la française brille dans de nombreux domaines : luxe, édition, musique, cinéma, marché de l'art, spectacle vivant. Nombreuses sont les entreprises françaises des secteurs culturels à occuper des places de premier rang dans les classements mondiaux.

Cependant, le dispositif pour renforcer l'attractivité de la France en matière de culture doit être amélioré.

Pour libérer le potentiel des industries culturelles et créatives, les capacités d'intervention des organismes publics de financement devraient être renforcées, afin de mieux intervenir et investir dans ces entreprises, dont les modèles de croissance sont rentables.

Enfin, il faut veiller à ce que l'environnement réglementaire reste favorable aux secteurs culturels, et à la propriété intellectuelle, clef de voûte de cet écosystème vertueux. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions conserver notre avantage et qu'à ce prix que pourront émerger les projets innovants et originaux qui sont la matière première de notre rayonnement culturel.





Les nouveaux visages de la France attractive

La France profite de sa diversité économique

— La France peut compter sur la très grande variété de ses savoir-faire sectoriels, se traduisant par des investissements étrangers dans tous les pans de l'économie française : industries traditionnelles et de pointe, services aux entreprises et aux consommateurs, transport et logistique...

Ainsi, les 5 premiers secteurs d'activité en matière d'investissement direct étranger ne représentent qu'un peu plus de la moitié du total des projets accueillis en 2017 en France, tandis qu'ils représentent respectivement 58% et 60% du total en Allemagne et au Royaume-Uni.



La France peut compter sur la très grande variété de ses savoir-faire sectoriels

Principaux secteurs accueillant des projets d'investissement étranger en France 2017

Rang	Secteur	Projets 2017	% total 2017
1	Numérique	175	17%
2	Services aux entreprises	144	14%
3	Construction & équipements de transport	87	9%
4	Équipements industriels	66	6%
5	Transport & logistique	60	6%
6	Chimie & plasturgie	59	6%
7	Agriculture & agro-alimentaire	55	5%
8	Secteur financier	49	5%
9	Énergie & recyclage	46	5%
10	Produits électriques	42	4%
11	Matières premières	34	3%
12	Commerce & distribution	31	3%
13	Métallurgie	26	3%
14	Recherche & équipements scientifiques	26	3%
15	Secteur pharmaceutique	22	2%
	Autres	97	10%
	Total	1 019	100%

Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (données IBM 2017)

L'industrie, moteur de l'attractivité retrouvée

Représentant près d'un tiers des investissements étrangers accueillis en France (32%), l'industrie tire tout particulièrement parti de ce retour en grâce de la France en 2017.

Après avoir stagné entre 2015 et 2016, le nombre de projets industriels a fait un bond de 52% l'année dernière.

La France n'est pas seule dans ce cas. Le Royaume-Uni et l'Allemagne profitent également de ce regain d'intérêt des investisseurs étrangers pour l'industrie, mais de façon bien plus mesurée, affichant respectivement des taux de croissance de 17% et 26%. La France conserve la 1^{re} place européenne dans cette activité, bien que la valeur ajoutée de l'industrie par rapport au PIB (19,6% selon les statistiques datées de 2016 de la Banque mondiale) y soit plus faible qu'en Allemagne (30,5%) et au Royaume-Uni (20,5%).

Attirés par les nombreux atouts français dans le domaine (présence de filières et de grands donneurs d'ordre, savoir-faire, infrastructures de transport), 323 industriels

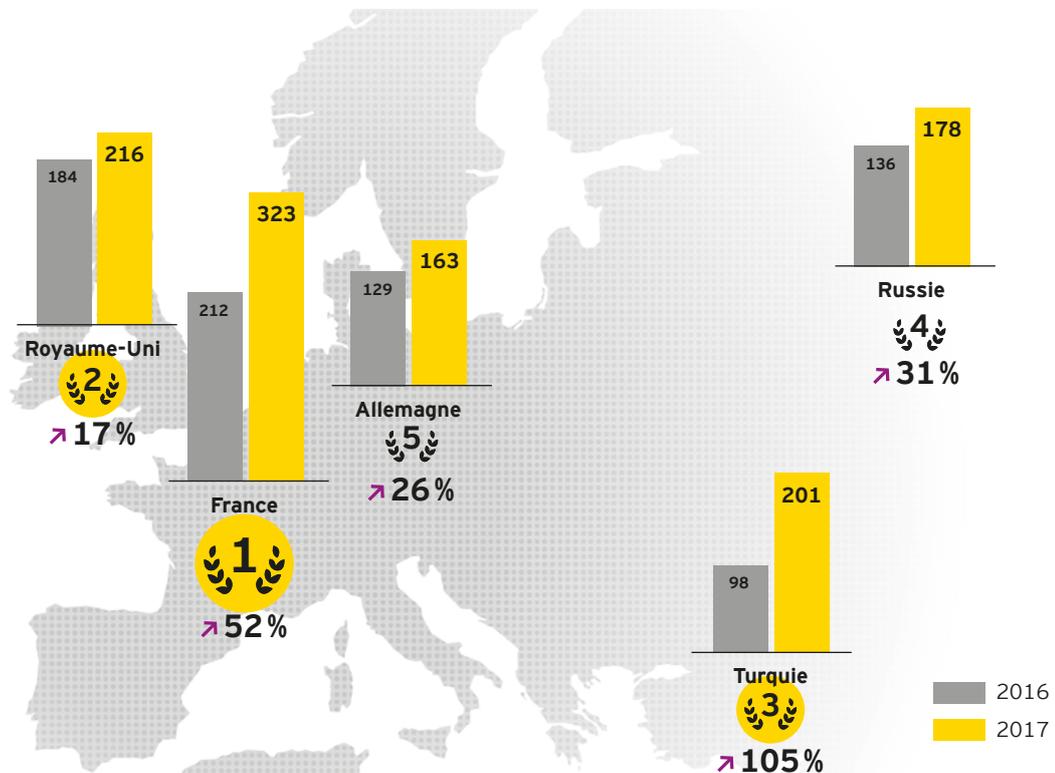
étrangers ont ainsi opté pour la France en 2017. Précisément, 277 extensions de sites industriels implantés et 46 créations d'usines ont été enregistrées.

Ces nouvelles usines sont aujourd'hui plus digitalisées et robotisées, participant ainsi à l'émergence d'une industrie 4.0. Elle doit permettre à la France de rattraper son retard en matière de robotisation après des années de sous-investissements chroniques - Euler Hermes a estimé à 83 milliards d'euros le déficit d'investissement sur la période 2008-2015. Ainsi, le recours aux nouvelles technologies d'ores et déjà disponibles permettra de réaliser des gains significatifs d'efficacité. Pas moins de 77% des investisseurs étrangers interrogés l'affirment (soit 12 points de plus que l'année précédente), l'industrie a un avenir en France.

Quels sont les futurs possibles? Réalisée en 2017 par l'Alliance pour l'industrie du futur en collaboration avec EY notamment, l'étude Filières Industrie du Futur⁵ dessine un probable avenir en listant les solutions

5. Étude Filières Industrie du Futur, synthèse des impacts et des recommandations

Principaux pays d'accueil des projets industriels en 2017

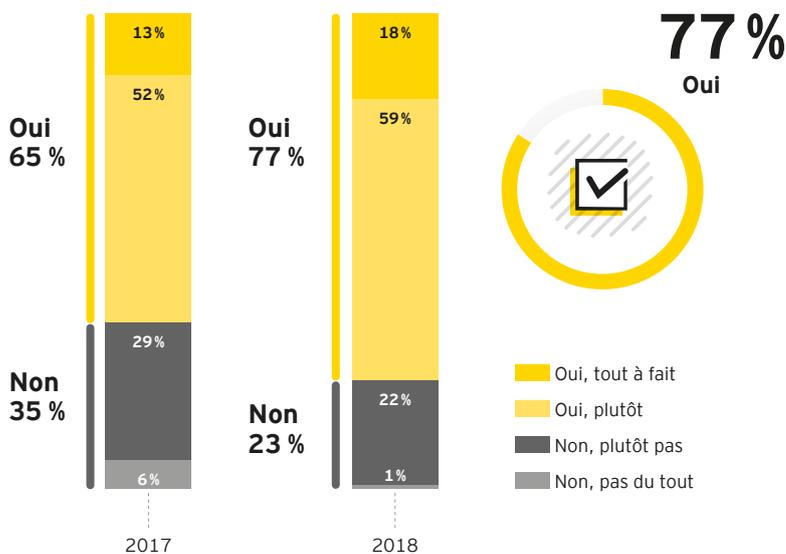


Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (données EY EIM 2016, IBM 2017)

en cours de développement et celles qui pourraient bientôt voir le jour. Ainsi, dans le secteur aéronautique, ce rapport évoque les apports de la réalité augmentée pour visualiser virtuellement une infrastructure de manière isolée ou dans son environnement réel, du *Building information model* (BIM) pour développer les pratiques collaboratives, des capteurs permettant de gérer en temps réel et en mobilité les matériaux connectés... Dans l'automobile, le Big data viendra à la rescousse des constructeurs pour réduire par exemple les causes d'instabilité des processus de production. Quant à l'intelligence artificielle, elle permettra notamment d'adapter instantanément les paramètres d'approvisionnement et de production.

Caractéristique importante, les investissements étrangers dans l'industrie génèrent plus d'emplois que la moyenne (32 contre 25). Notons toutefois que les investissements de ce type créent davantage d'emplois au Royaume-Uni (50 en moyenne par projet) et en Allemagne (60).

Avez-vous confiance en l'avenir de l'industrie en France ?



Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (enquête janvier 2018, 144 répondants, entreprises implantées en France uniquement)





POINT DE VUE

FRÉDÉRIC COLLET
Président, Novartis France

La France doit avoir l'ambition de devenir une référence en Europe

Le regard porté sur la France par les entreprises internationales a évolué. La dynamique actuelle suscite de nouveaux espoirs, mais également des attentes. L'Hexagone a tout pour devenir un champion dans le domaine de la santé en Europe : un terreau scientifique reconnu pour son excellence, une politique déterminée de soutien à la recherche, un tissu industriel de qualité, etc. C'est pour tirer parti de ces atouts que Novartis a choisi de renforcer sa présence historique en France à travers un investissement de 900 millions d'euros sur trois ans pour soutenir son activité en matière d'essais cliniques réalisés sur le territoire, développer sa capacité de production dans le domaine des biotechnologies et renforcer la cohérence et l'efficacité de sa présence en rassemblant sur un unique site l'ensemble de ses divisions.

La France est aujourd'hui l'une des premières filiales du groupe et nous regardons avec attention les décisions qui seront prises, en particulier dans le cadre du CSIS*, pour renforcer encore

l'attractivité du pays et concrétiser ainsi les promesses de réformes. Le système de santé doit être modernisé, l'accès des patients aux innovations adapté et simplifié, le développement des essais cliniques facilité et l'investissement dans les capacités de production encouragé. Selon une étude récente, 42% des essais cliniques menés en Europe étaient réalisés en France en 2008. Elle ne s'élevait plus qu'à 20% en 2016. Par ailleurs, sur 282 nouveaux médicaments autorisés en Europe, seulement 21 sont produits en France contre 80 en Allemagne. En cause principalement ? La complexité administrative.

Enfin, dans un environnement où la data joue un rôle critique dans le cycle de vie du médicament, la France doit avoir l'ambition de devenir une référence en Europe.

Ainsi, si le contexte général semble donc très favorable, les résultats des travaux du CSIS et les mesures qui en découleront seront observés avec beaucoup d'attention pour que Novartis continue de développer sa présence dans le pays.

*Conseil stratégique des industries de santé



Centres de décision : la France revient - un peu - dans la course

Concernant les centres de décision, enjeu déterminant pour l'influence d'une économie, la France affiche une progression remarquable, qui lui permet de rattraper une partie de son retard.

Si la France reste distancée par le Royaume-Uni - en tête du classement avec 95 sièges en 2017 -, la France fait plus que tripler son score de 2016 (59 en 2017 contre 16 en 2016). Elle dépasse désormais l'Allemagne qui affiche 55 projets de ce type en 2017.

Il est à noter que c'est sur cette activité que le Brexit semble tout particulièrement redistribuer les cartes. Alors que le Royaume-Uni dominait le classement 2016

(3 fois plus de sièges qu'aux Pays-Bas, 4 fois plus qu'en Allemagne et plus de 9 fois plus qu'en France), la répartition est cette année beaucoup plus équilibrée, quatre destinations se tenant dans un écart de 1,6 à 2,1.

ce regain d'intérêt pour la France s'illustre notamment par la présence en Île-de-France des sièges ou centres de R&D de 6 entreprises du Top 10 des *Most powerful brands 2018* de Brand Finance, parmi lesquelles les GAFA⁶ qui, si la France continue à être attractive, pourraient y créer à terme davantage d'emplois.

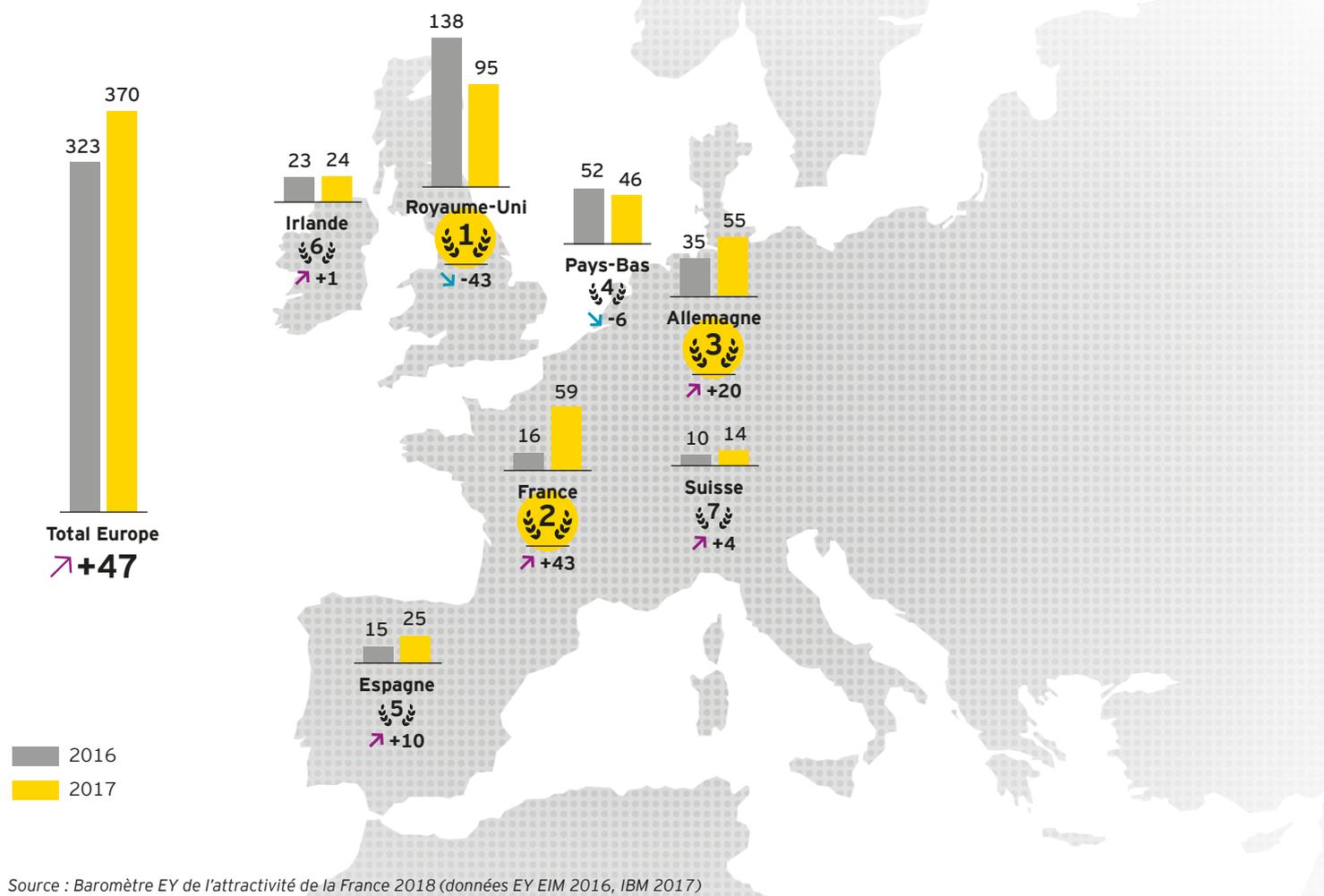


Le Brexit semble redistribuer les cartes pour les centres de décision

6. Google, Amazon, Facebook, Apple

Principaux pays d'accueil des projets de centres de décision

En nombre de projets



Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (données EY EIM 2016, IBM 2017)

L'innovation reste un avantage compétitif majeur, mais les atouts de la France se diversifient

La France réalise la plus belle progression du trio de tête européen en matière d'implantations ou d'extensions de centres de R&D.

Avec 78 nouveaux projets (+53% contre +31% au Royaume-Uni et +23% en Allemagne), la France s'affirme comme un pays compétitif en matière d'innovation.

L'enquête menée auprès de 208 dirigeants en janvier 2018 confirme qu'ils apprécient la France pour ses capacités dans le domaine de l'innovation et de la recherche : 35% d'entre eux citent ses capacités en la matière comme son meilleur atout pour renforcer son rôle dans l'économie mondiale.

La France cristallise notamment l'attention en affichant ses ambitions de leader européen sur des sujets d'avenir comme

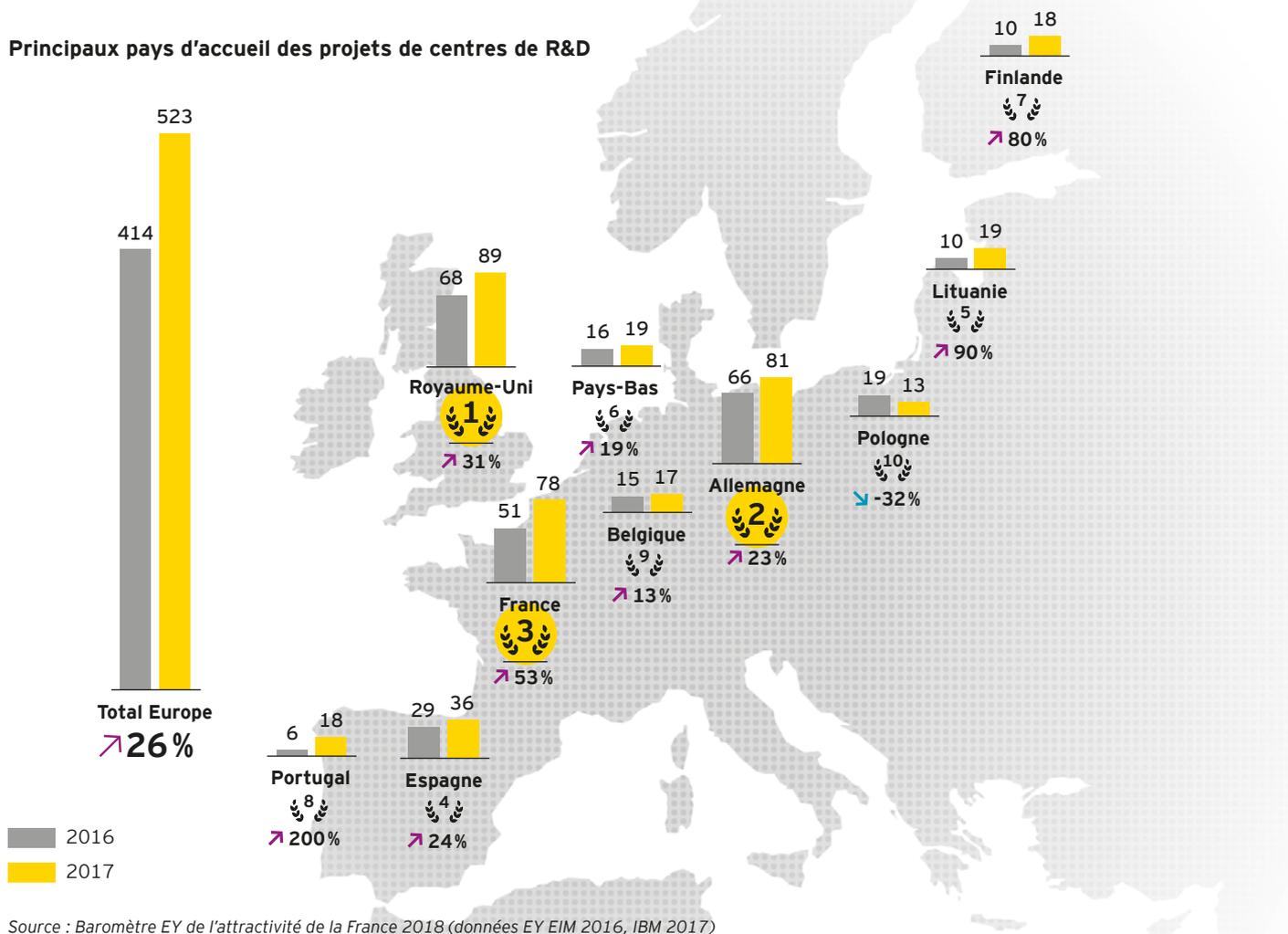
l'intelligence artificielle (IA) : le début de l'année 2017 a en effet été marqué par les annonces de plusieurs grands groupes. Tour à tour, Facebook, Microsoft, Google, Fujitsu ou encore Samsung ont décidé d'ouvrir en France des laboratoires de recherche spécialisés dans ce domaine. Cette effervescence a été confirmée en mai, avec de nouveaux investissements annoncés lors des événements Tech for good et VivaTech. À la suite du rapport Villani⁷, le gouvernement français a par ailleurs annoncé un programme d'investissement d'1,5 milliard d'euros consacré à l'intelligence artificielle d'ici à 2022, dans des secteurs tels que les transports avec le véhicule autonome ou encore la santé, via la création d'un centre de données de santé exploitables par des programmes d'intelligence artificielle.



La France s'affirme comme un pays désormais compétitif dans le domaine de l'innovation

7. Source : Rapport France Intelligence Artificielle, mars 2018

Principaux pays d'accueil des projets de centres de R&D



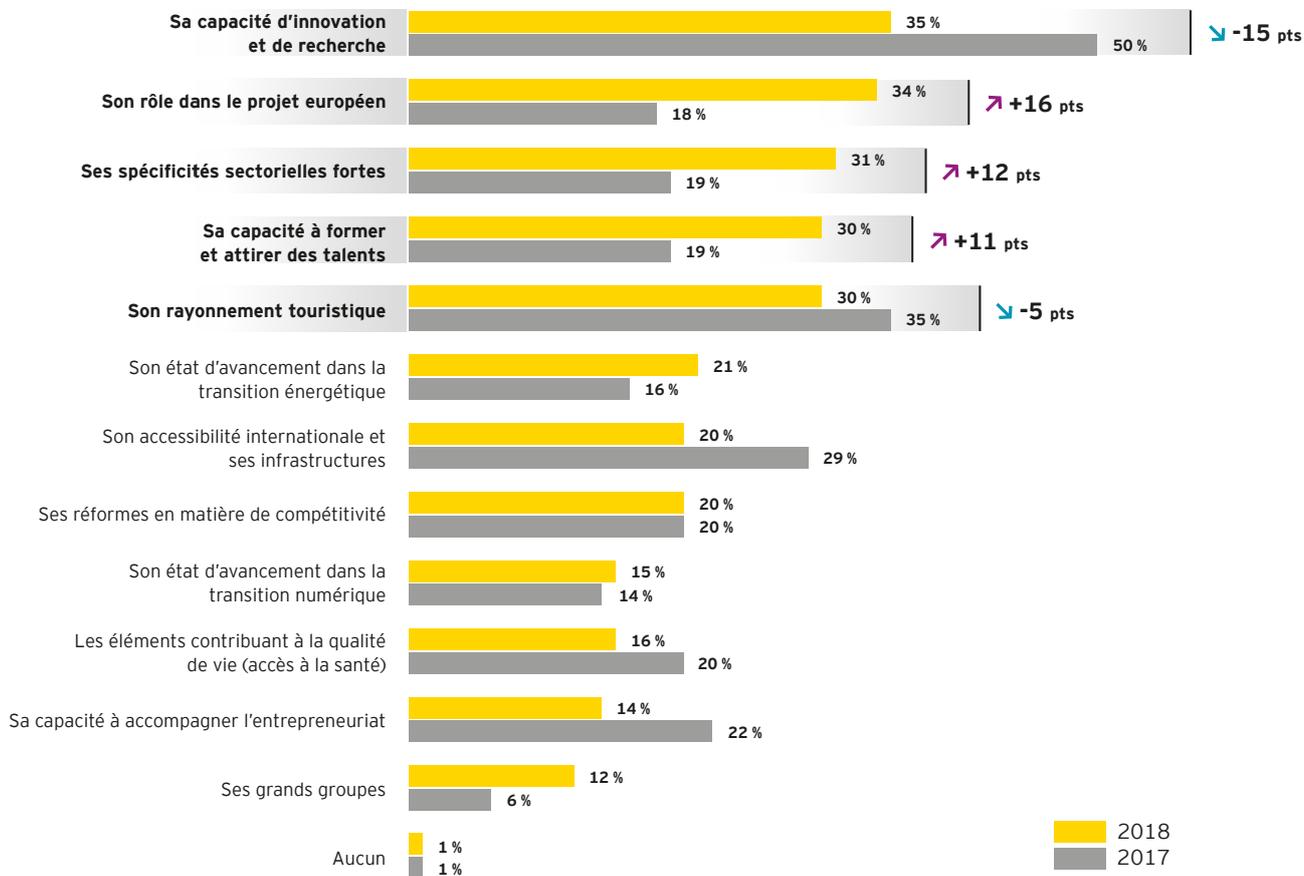
— Cette dynamique permettra-t-elle à la France de rester dans la compétition ? La concurrence est rude, notamment chinoise. Selon le rapport 2018 du cabinet CB Insights sur les tendances à suivre dans le domaine de l'intelligence artificielle⁸, 15,2 milliards de dollars ont été investis dans le monde dans des start-up de ce secteur en 2017. Près de la moitié de cette somme a pris la direction de la Chine, 38% celle des États-Unis. Rappelons par ailleurs que selon la feuille de route présentée en juillet 2017 par le gouvernement chinois, 150 milliards de dollars seront investis dans l'IA d'ici à 2030.

Autre fait marquant, la France affirme d'autres avantages concurrentiels : sa place dans l'économie européenne, la variété de ses secteurs d'activité, son vivier de talents ou encore son rayonnement touristique sont autant d'armes dans la compétition.

8. Source : Top Artificial Intelligence Trends to Watch in 2018, CB Insights, 2018



Quels sont les atouts qui permettront à la France de renforcer son rôle dans l'économie mondiale ?



Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (enquête janvier 2018, 208 répondants, 2 réponses possibles)

La France, destination plus attractive pour les start-up étrangères

56% des investisseurs étrangers jugent efficace ou très efficace la politique mise en œuvre par la France pour encourager la création de start-up.

L'accompagnement à la création des start-up est renforcé par une véritable stratégie de promotion de leur excellence à l'étranger. Ainsi, au Consumer Electronics Show (CES), le plus grand salon high-tech du monde organisé chaque année à Las Vegas, la France a été, en 2017 comme en 2016, le pays européen le mieux représenté, seulement distancé par les États-Unis et la Chine. Petit bémol, certains experts présents sur place ont estimé que la qualité des projets portés par les représentants de la délégation française n'était pas toujours optimale. De la difficulté de faire rimer quantité et qualité... Toujours est-il que la France se donne les moyens d'être une terre d'accueil pour les start-up étrangères. En 2017, elles étaient 34 à avoir choisi de s'implanter en France, souhaitant bénéficier d'un environnement favorable, telle que la Station F, considérée comme le plus grand campus de start-up au monde.

Portée par le dynamisme de la French Tech et les nombreux dispositifs d'aide à l'entrepreneuriat - que la loi Pacte entend prochainement rationaliser -, la France confirme en 2017 son ambition de « start-up Nation ». Résultat, l'Hexagone se positionne

désormais à la deuxième place européenne en nombre et en valeur des opérations réalisées en capital-risque, pour atteindre en 2017 un montant de 2,5 milliards d'euros pour 605 opérations (soit une augmentation de 16,2% par rapport à 2016), d'après le Baromètre EY du capital risque⁹. Dans ce contexte, les fonds de capital-risque étrangers sont de plus en plus présents. Ainsi, 35% des start-up sont financées par au moins un fonds étranger en 2016 contre 25% en 2014¹⁰.

La principale caractéristique de cette dynamique est le type d'opérations sur lesquelles sont mobilisés les fonds en capital-risque étrangers. En effet, leur intervention a lieu de plus en plus en amont dans le développement des start-up. En 2011, les investisseurs étrangers intervenaient dans 40% des cas sur des opérations comprises entre 10 et 50 millions d'euros. En 2017, cette part est tombée à 20%, signe de leur confiance et de leur connaissance de l'écosystème des start-up en France¹¹.

Le secteur du numérique (services Internet, technologie et logiciels) représente 63% du montant total levé en France en 2017 et connaît une croissance de 13% des investissements par rapport à 2016. L'année 2017 aura également été marquée par la progression fulgurante des Fintech dans le Top 5 des investissements par secteur. Pour la première

9. Source: Baromètre EY du capital risque, Bilan annuel 2017

10. Source : Baromètre EY - France Digitale 2017, La performance économique et sociale des start-up numériques en France

11. Source : Baromètre Chausson Finance



La France confirme son ambition de « start-up Nation »

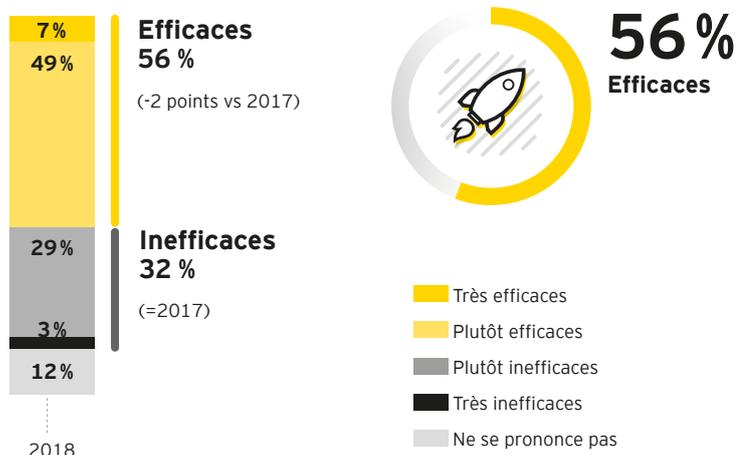


fois depuis deux ans, les Fintech sont ainsi passées de 4% à 11% du montant total levé, signant un bond de 185% par rapport à 2016, avec 98 millions d'euros levés.

Notons toutefois les difficultés actuelles des start-up françaises à devenir des scale-up. De fait, sur environ 10 000 start-up recensées en France, un millier d'entre elles parvient bon an mal an à afficher des taux de croissance ultra-rapides, ce que constatent régulièrement le Panorama EY des start-up et des entreprises innovantes et nos rapports sur les performances économiques des jeunes pousses. Seules trois licornes tricolores – des entreprises dont la valorisation dépasse le milliard de dollars – émergent pour l'instant dans le classement international établi en 2017 par CB Insights¹² : BlaBlaCar, Criteo et Vente-privée. À titre de comparaison, le Royaume-Uni mène la danse en Europe avec 22 licornes, suivi par la Suède (7) et l'Allemagne (7). Dans ce classement, 41% des licornes dans le monde sont américaines et 37% chinoises. Toutefois, si la dynamique actuelle des levées de fonds se prolonge, si l'écosystème entrepreneurial continue de se renforcer, la France pourrait à terme rapidement combler son retard dans ce domaine.

12. Source : The World's 197 Unicorn Companies In One Infographic, CB insights, 2017

Comment jugez-vous l'efficacité des politiques de soutien en faveur des start-up ?



Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France (enquête janvier 2018, 208 répondants)

POINT DE VUE

Par la richesse de ses talents, la France est une destination privilégiée

Nous avons fait le choix de Sophia-Antipolis, dans le sud de la France, entre 60 destinations dans le monde pour délocaliser notre centre de R&D de Palo Alto, en Californie. Nous nous étions initialement tournés vers l'Asie mais nous n'avons pas suffisamment trouvé les compétences requises. Cinq critères guidaient notre recherche : le coût des talents, la richesse du vivier, la perspective d'un fort taux de rétention, l'environnement politico-économique et le climat social. La France s'est rapidement imposée car elle cochant toutes les cases. Elle est compétitive en matière de coût du travail, le crédit impôt-recherche est un formidable stimulant et le gouvernement mène désormais une véritable politique pro-business qui restaure la confiance

dans l'avenir économique du pays.

À Palo Alto, recruter des talents est devenu un véritable casse-tête. La compétition est si féroce qu'elle conduit à une surenchère salariale sur laquelle il est difficile de s'aligner pour une start-up. Si vous ajoutez le fait que le nombre et la disponibilité des talents se sont considérablement réduits, vous comprendrez que la France fait figure de destination privilégiée : son vivier est de qualité, il est encore très disponible et il est près de deux fois moins cher qu'en Californie. Trop souvent, les entreprises ne pensent pas à la France. Une délocalisation totale de l'activité de Symphony dans l'Hexagone est-elle envisageable ? Tout à fait ! À condition d'avoir l'assurance d'une stabilité fiscale et sociale.



DAVID GURLÉ
Fondateur, Symphony

Le secteur de la logistique reste pour l'instant attractif

De plus en plus nombreux et encouragés par le développement de l'e-commerce, les projets logistiques ont bondi de 26% entre 2016 et 2017 pour atteindre 101 implantations.

— La France continue de convaincre les investisseurs étrangers de ses atouts en matière d'activités logistiques : localisation centrale en Europe et passerelle vers le Maghreb, qualité des infrastructures autoroutières, aéroportuaires et ferroviaires, main-d'œuvre qualifiée, disponibilité

de foncier équipé, etc. Plusieurs géants mondiaux du secteur, tels Amazon ou UPS, ont ainsi fait le choix de la France pour renforcer leurs activités en 2017.

Et dans le futur ? L'enthousiasme des dirigeants semble moins marqué. En effet, parmi ceux qui envisagent d'implanter ou d'étendre leurs activités en France, seuls 8% déclarent vouloir le faire dans le secteur logistique en 2018. Ils étaient 27% dans ce cas dans le baromètre de l'attractivité 2017.

Répartition fonctionnelle des projets d'investissement étranger

Fonctions citées	Nombre de projets 2016	Nombre de projets 2017	Évolution 2016-2017	Créations d'emplois 2017
Fonctions tertiaires et commerciales	367	432	↗ 18%	7 236
Activités industrielles	212	323	↗ 52%	10 211
Logistique	80	101	↗ 26%	4 620
Centres R&D	51	78	↗ 53%	1 285
Centres de décision	16	59	↗ 269%	1 009
Centres d'appels	11	7	↘ -36%	490
Data centers	5	6	↗ 20%	26
Centres de services partagés	10	1	↘ -90%	50
Autres	27	12	↘ -56%	199
Total	779	1 019	↗ 31%	25 126

Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (données EY EIM 2016, IBM 2017)



La France conserve la cote aux États-Unis et en Europe

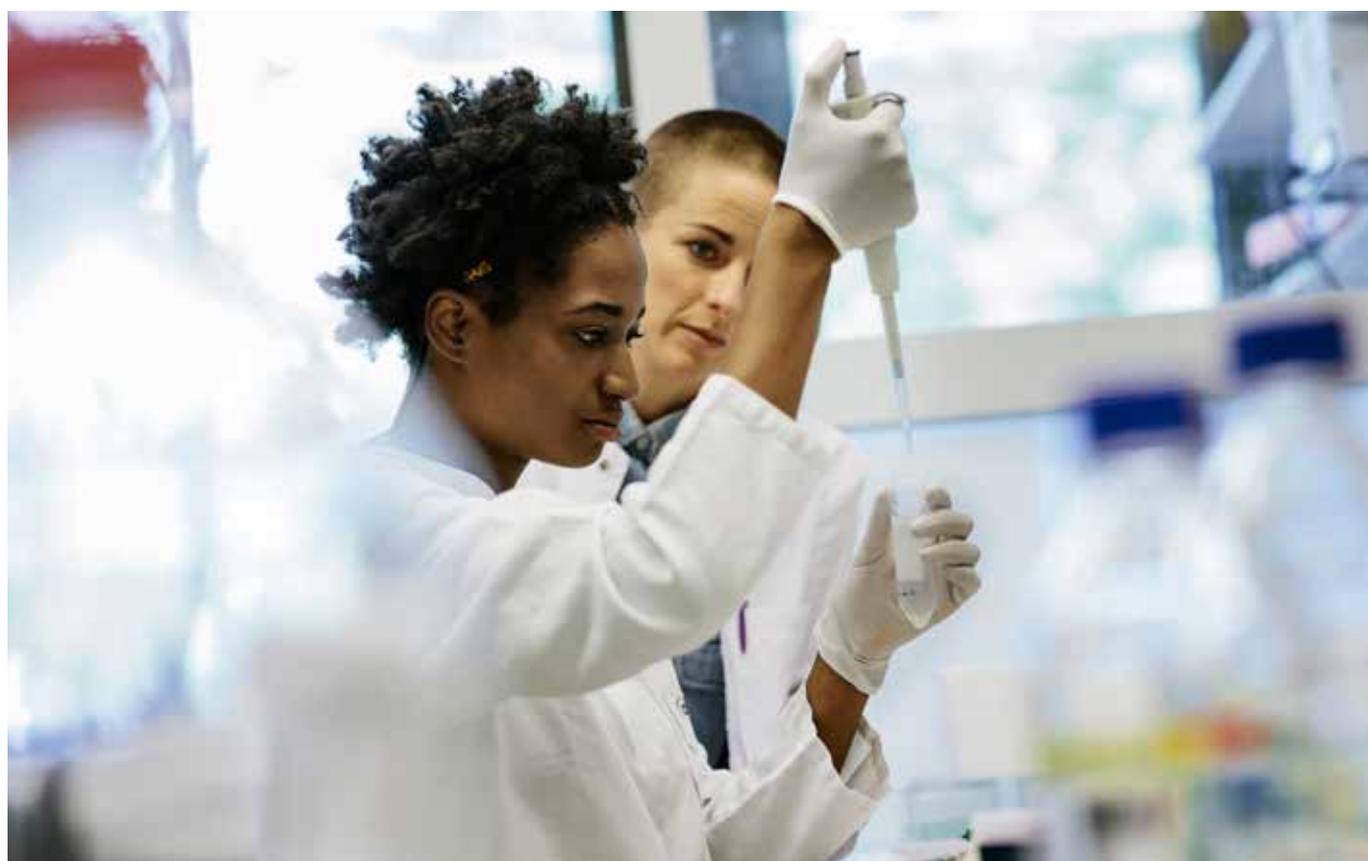
— L'enquête indique que les entreprises américaines conservent leur place historique à la tête des investisseurs étrangers en France en 2017, notamment dans les activités de R&D (22 projets, soit 28% du total des projets R&D). Avec 223 projets

américains au total (soit 22% du total), **la France devient le deuxième pays d'accueil européen des investissements en provenance des États-Unis**, après le Royaume-Uni (334) mais devant l'Allemagne (214).

Principaux pays d'origine des projets d'investissement étranger en France

Rang	Pays	Nombre de projets 2016	Nombre de projets 2017	% total de projets 2017
1	États-Unis	159	223	22%
2	Allemagne	142	148	15%
3	Royaume-Uni	54	79	8%
4	Belgique	33	67	7%
5	Suisse	35	64	6%
6	Japon	38	54	5%
7	Italie	61	48	5%
8	Chine	21	39	4%
9	Canada	30	35	3%
10	Espagne	30	35	3%
Autres		176	227	22%
Total		779	1 019	100%

Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (données EY EIM 2016, IBM 2017)



Les grandes métropoles renforcent l'attractivité de la France



Les métropoles régionales attirent les investisseurs étrangers pour leurs fonctions stratégiques

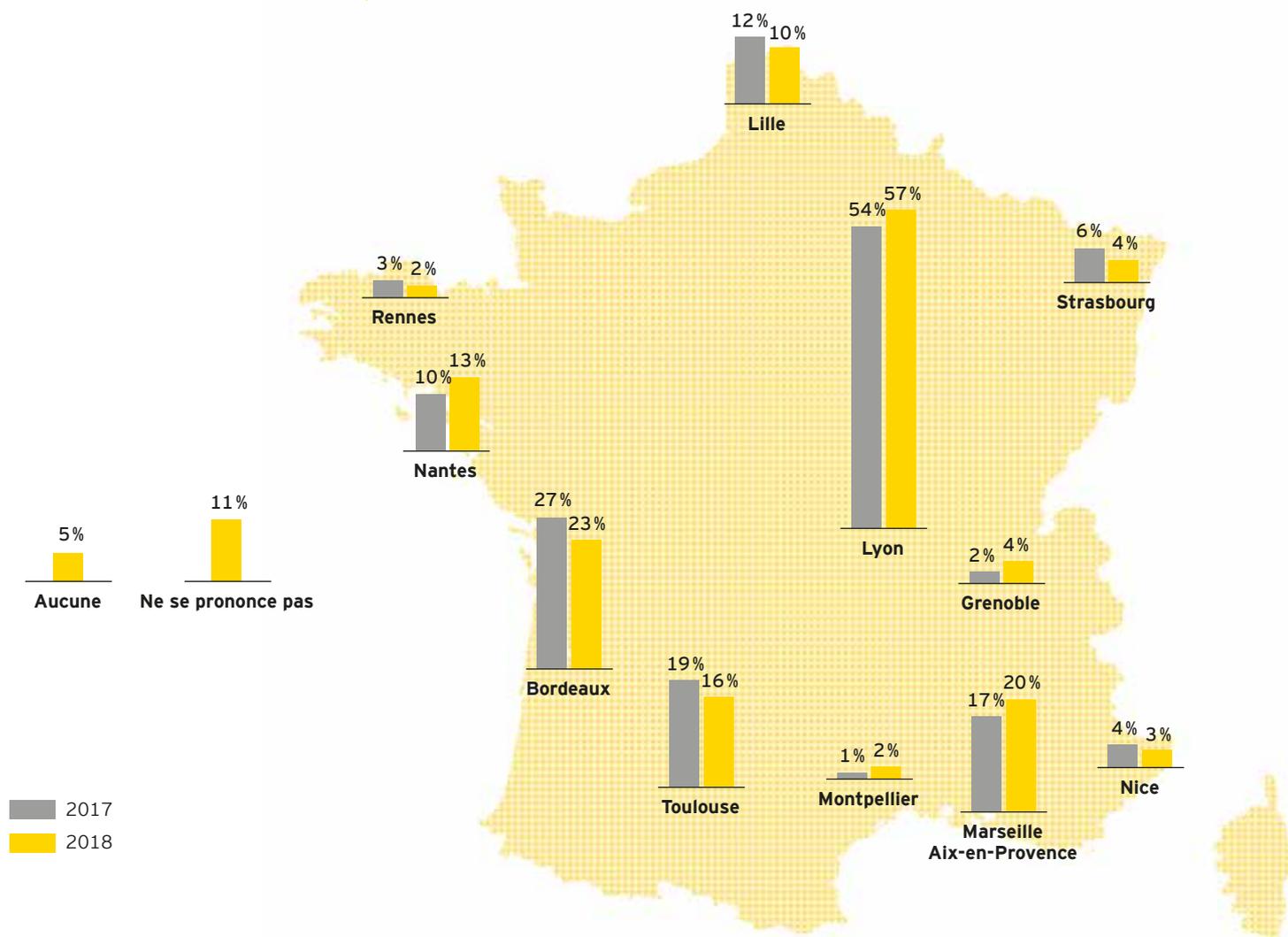
C'est une chance pour la France que cette attractivité entrepreneuriale s'exprime également en dehors de l'Île-de-France : au sein des grandes métropoles régionales. Lyon reste leader incontesté aux yeux des dirigeants internationaux, tandis que Bordeaux conforte en 2018 sa deuxième place acquise l'année précédente notamment grâce à l'ouverture de la ligne TGV Paris-Bordeaux qui relie désormais les deux villes en deux heures.

Plus globalement, nos enquêtes soulignent la capacité des métropoles françaises à attirer sur leur territoire les projets d'investissement étranger portant sur des fonctions

stratégiques (centres de R&D et centres de décision) et à en faire bénéficier les territoires voisins.

Les projets d'implantation d'activités industrielles répondent à une logique géographique différente. Ils sont très largement localisés dans les villes moyennes et les bassins en difficulté, contribuant ainsi au développement des territoires et à leur maintien dans l'économie mondiale. Selon nos analyses, en 2017, les projets d'investissement étranger industriel en France ont concerné à près de 60% des zones rurales ou des agglomérations moyennes de moins de 200 000 habitants.

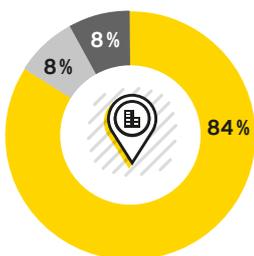
Après Paris, quelles sont les deux métropoles régionales les plus attractives ?



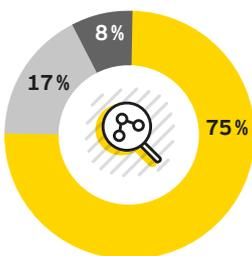
Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (enquête janvier 2018, 208 répondants, 2 réponses possibles)

Répartition des projets d'investissement étranger par activité et type de territoire (2017)

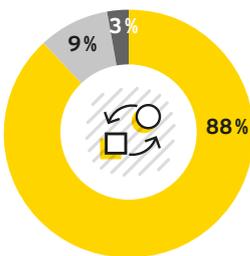
Centres de décision



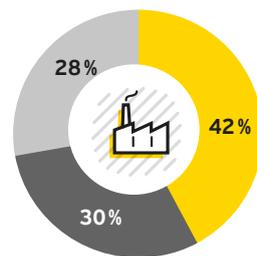
Centres R&D



Fonctions tertiaires et commerciales



Activités industrielles



Très grande ville et métropole
> 200 000 habitants

Moyenne et grande ville
De 20 000 à 200 000 habitants

Zone rurale et petite ville
Moins de 20 000 habitants

Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (données IBM 2017)

POINT DE VUE

LUDOVIC SUBRAN

Chef économiste, Euler Hermes et Directeur de la recherche, Allianz

Les investisseurs historiques sont prêts à « remettre des sous dans la machine »

Après une décennie délicate, au cours de laquelle le Royaume-Uni et l'Allemagne ont creusé l'écart, notre pays retrouve les bonnes grâces des investisseurs étrangers, en particulier de ceux qui avaient déjà un pied chez nous. Un effet de rattrapage s'observe clairement depuis 2015 en France.

Confortés par un discours d'ouverture très pro-européen de la part de l'exécutif, une accélération des réformes structurelles et une amélioration de la conjoncture, les investisseurs historiques sont prêts à « remettre des sous dans la machine ». La France séduit ceux qui la connaissent. Cependant, les investisseurs entrés plus récemment sur le marché mondial nous préfèrent encore l'Allemagne.

Pour que la dynamique actuelle se prolonge et se transforme durablement,

une première piste est de tirer parti de la diversité de notre économie pour développer des niches dans nos domaines d'excellence : santé, nouvelles technologies, etc. Mais cela à condition que les talents restent en France et que les entreprises disposent de ressources comparables à celles de leurs concurrentes. Sur ce point, une meilleure articulation entre les financements publics et privés est impérative.

La seconde piste est de donner un nouvel élan aux territoires. Bénéficiant d'un coût de la vie moins élevé et donc d'une certaine compétitivité, nos régions comptent suffisamment de talents très bien formés pour écrire une nouvelle page de leur histoire économique, à condition que l'État leur assure des infrastructures de qualité.



La France s'est-elle contentée de rattraper son retard ?

Amélioration spectaculaire de l'image en 2018

Selon l'enquête menée auprès de 208 dirigeants et cadres dirigeants d'entreprises étrangères, la France affiche un niveau de satisfaction remarquable (81% selon le sondage de janvier 2018 contre 73% en 2017).

Cette satisfaction à l'égard du site France est notamment portée par l'enthousiasme des investisseurs déjà implantés en France (90% contre 81% en moyenne).

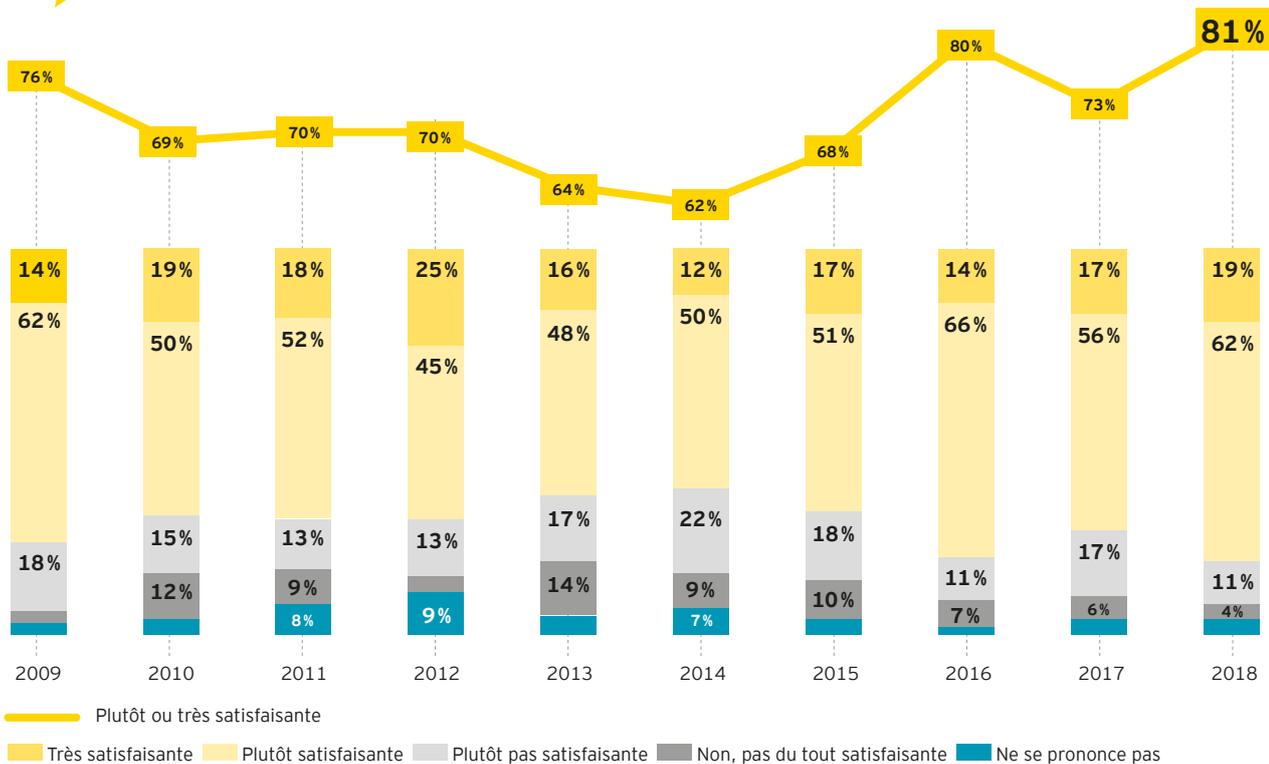
La perception du site France n'a jamais été aussi positive au cours des dix dernières

années et l'insatisfaction aussi faible (15% en 2018 contre 23% en 2017 ou encore 31% en 2013 et 2014). Ce sont les entreprises européennes qui se montrent notamment les moins insatisfaites (8% dans l'enquête 2018 contre 27% dans l'enquête 2017). Il faut croire que les mouvements sociaux qui ont bloqué le pays ces derniers mois n'ont pas véritablement ému les dirigeants étrangers. La France se serait-elle assagie au point d'encourager les velléités des investisseurs les plus frileux ? Les résultats de notre enquête semblent l'indiquer.



La perception du site France n'a jamais été aussi positive au cours des dix dernières années

Du point de vue de votre entreprise, diriez-vous que la France est une localisation satisfaisante ?



Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (enquête janvier 2018, 208 répondants)



CHIARA CORAZZA
Directrice générale,
Women's Forum

POINT DE VUE

Les femmes : l'atout gagnant pour creuser l'écart

Un vent nouveau souffle sur la France qui apporte optimisme et inspire confiance à l'étranger. Toutes les planètes sont alignées : une stratégie économique claire et visible, une capacité d'innovation renouvelée, des champions économiques qui rayonnent dans le monde entier dans les secteurs d'avenir comme l'intelligence artificielle, les biotechnologies ou la simulation. Et demain ? La France doit être capable de capitaliser sur ses atouts et ses talents dont les pépites que constituent les femmes. L'héritage de Descartes nous donne une longueur d'avance dans la maîtrise des logiciels et des algorithmes. La France est un pays d'ingénieurs il faut qu'elle devienne un pays d'ingénieures !

Plus de diversité dans l'économie mondiale permettrait de créer 240 millions d'emplois et d'avoir un impact majeur sur le PIB mondial d'ici 2025. Ne pas utiliser ce formidable potentiel serait un gaspillage pour l'attractivité de la France. D'autant plus qu'elle est reconnue comme un modèle de leadership au féminin avec d'ores et déjà 40% de femmes dans les conseils d'administration, un gouvernement où les femmes occupent des postes stratégiques. De plus en plus de postes de responsabilités nous sont confiés dans la vie économique. Cependant, La France devra être ambitieuse et exigeante pour attirer et retenir ses talents tous ses talents au féminin et au masculin.

Une politique marketing plus offensive et bien huilée



Les initiatives actuelles donnent l'image d'une France en mouvement

Selon notre enquête, 64% des décideurs internationaux interrogés estiment que la France met aujourd'hui en œuvre une politique efficace de promotion de ses atouts à l'international.

— Ce résultat est en nette progression par rapport à l'année précédente où ils n'étaient que 41% à formuler un tel jugement. Le niveau d'efficacité perçue de la politique de promotion des atouts de la France se rapproche ainsi de celui de l'Allemagne (68%), troisième puissance exportatrice mondiale, et le dépasse même auprès des entreprises non implantées.

En effet, des initiatives fortes améliorant la visibilité du site France auprès des investisseurs étrangers ont été lancées dans différents domaines clés de l'attractivité. Le label French Tech, lancé en 2013, s'est ainsi focalisé sur la visibilité internationale des start-up françaises. En matière de R&D, l'appel du président Emmanuel Macron aux chercheurs installés aux États-Unis à la suite de la décision de son alter ego américain Donald Trump de se retirer de

l'Accord de Paris, suivi du lancement du site « Make our planet great again », a également permis de mettre en lumière l'attractivité des dispositifs et ressources consacrés à la recherche en France. En janvier, le « Sommet de l'attractivité » a été organisé à Versailles juste avant la tenue du Forum économique mondial de Davos. Très médiatisées, les annonces faites lors ce sommet réunissant quelques 140 dirigeants de multinationales représentent 3 milliards d'euros d'investissement et 2 200 emplois nouveaux sur cinq ans.

L'ensemble de ces initiatives, qu'elles soient structurelles ou symboliques, donne l'image d'une France en mouvement, agile et tournée vers l'avenir, comme en témoigne l'évolution de la couverture du pays par la presse internationale. Un exemple particulièrement révélateur est donné par le magazine britannique *The Economist*, pour qui la France est passée du statut de « bombe à retardement au cœur de l'Union européenne » en 2012 à celui de « pays de l'année » en 2017.

Transformer les intentions en implantations

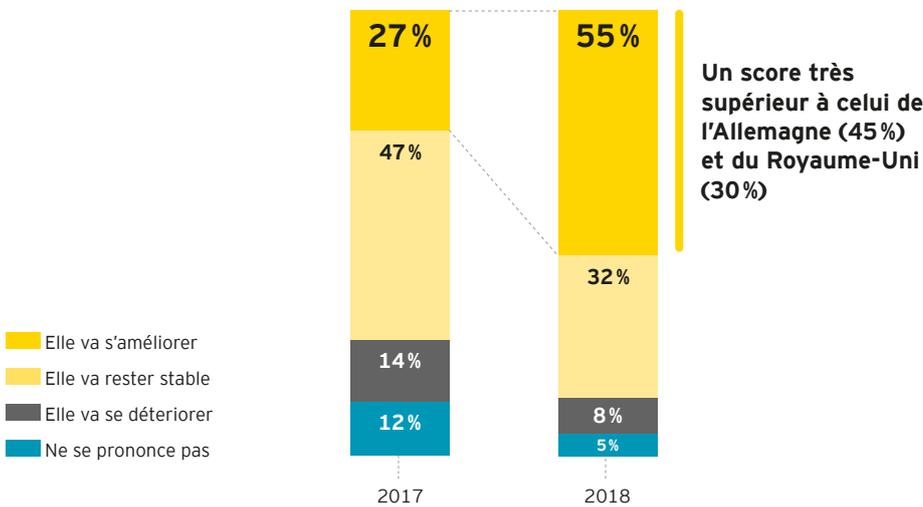
La France redevient attractive. Et demain ? La part de dirigeants qui envisagent une amélioration à 3 ans s'établit au niveau inédit de 55%. Elle double par rapport à l'enquête précédente (27%).

Ainsi, l'enthousiasme du moment semble durable, les dirigeants paraissent convaincus que la France a pris un virage décisif pour redresser son modèle de compétitivité et d'attractivité. Et ce résultat est fortement supérieur à la même question

posée sur les perspectives d'amélioration à 3 ans au Royaume-Uni (30%) ou même en Allemagne (45%).

En revanche, les investisseurs étrangers ne sont pas prêts à parier sur l'avenir sans garanties. Les perspectives d'implantations repartent à la hausse (24%), et ce pour la première fois depuis trois ans, mais cette embellie (+2 points par rapport à 2017) n'atteint pas l'ampleur des autres résultats de notre sondage.

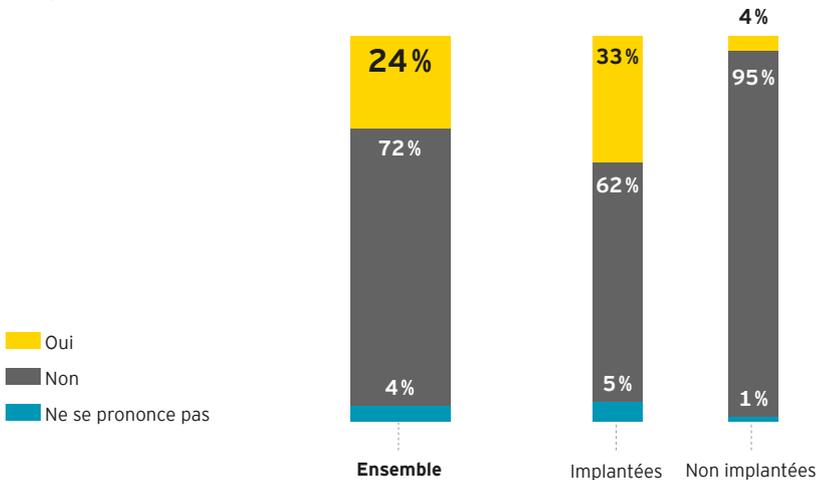
Comment voyez-vous l'évolution de l'attractivité de la France au cours des trois prochaines années ?



À 3 ans, les dirigeants prévoient une amélioration de l'attractivité de la France

Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (enquête janvier 2018, 208 répondants)

Votre entreprise envisage-t-elle d'implanter ou d'étendre ses activités en France ?



Les investisseurs qui ne sont pas implantés en France restent à convaincre

Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (enquête janvier 2018, 208 répondants)

Comblent l'écart accumulé sur les fonctions stratégiques et les investisseurs émergents

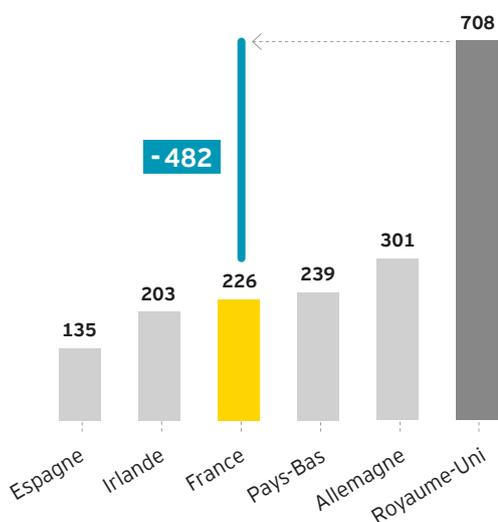
Le score de la France est cette année impressionnant en matière de sièges. Mais il est évident que notre pays a souffert pendant plusieurs années de l'abandon de certains investissements importants pour son avenir.

— Ainsi, en dix ans, fort d'une fiscalité en faveur des impatriés très favorable, le Royaume-Uni a accueilli 708 sièges d'entreprises à capitaux étrangers, quand l'Allemagne en attirait 301 et la France 226, soit de deux à trois fois moins. Avec un modèle d'attractivité articulé autour d'un coût du travail compétitif et d'un marché de l'emploi très flexible, mais aussi

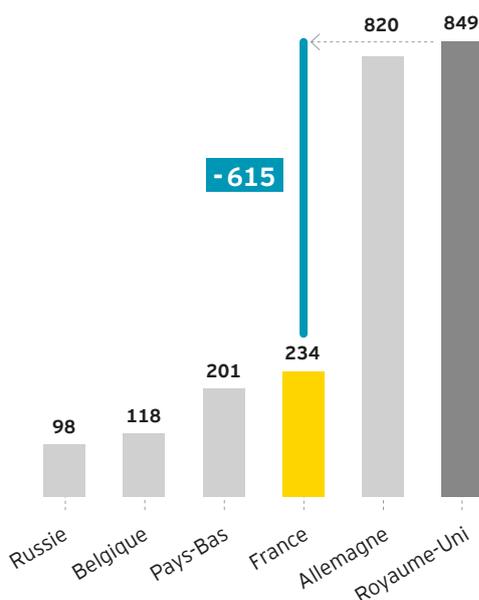
une économie fortement ouverte et un centre financier londonien très structuré, le Royaume-Uni a accumulé un capital d'influence qui produira encore ses effets sur plusieurs années.

De même, entre 2008 et 2017, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont réussi à attirer sur leur sol plus de 800 investissements d'entreprises chinoises ou indiennes. Sur la même période, la France n'en a fixé que 234. Entre autres réformes, il semblerait donc judicieux que l'exécutif engage une réflexion permettant de rendre plus attractif le régime des impatriés en vigueur en France.

Cumul des projets de centres de décision 2008-2017



Cumul des projets d'investisseurs chinois et indiens 2008-2017



Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France (données EY EIM 2008-2016, IBM 2017)

Les réformes finissent par payer, mais la compétitivité doit encore s'améliorer



En dépit des fluctuations conjoncturelles de l'activité mondiale, la bonne performance française s'explique en grande partie par une prise de conscience progressive de la nécessité de réformer structurellement le pays afin de le rendre plus compétitif et business-friendly.

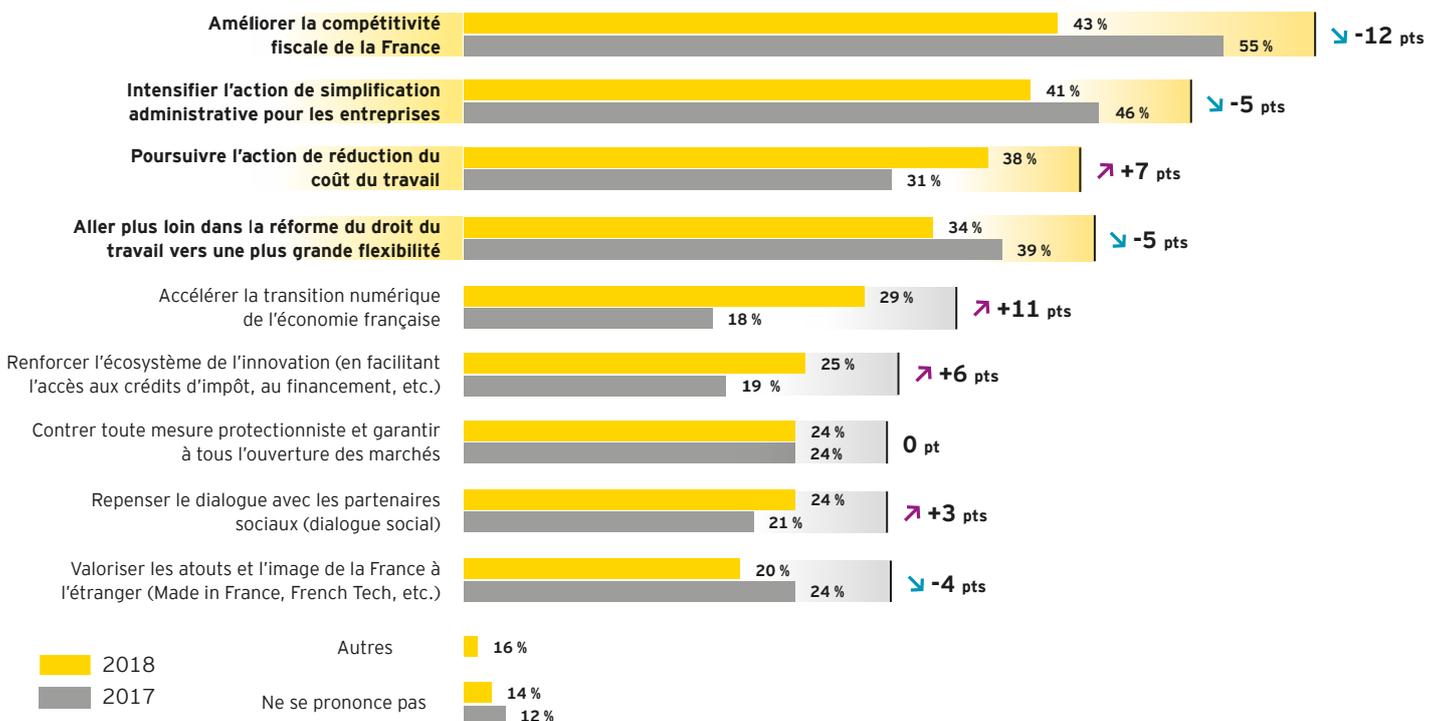
Ainsi, les réformes entamées depuis 2007 pour fluidifier le marché du travail et alléger la pression fiscale sur les entreprises semblent porter leurs fruits auprès des investisseurs étrangers. En particulier, l'année 2017 a été marquée par une accélération de la dynamique de réforme : les ordonnances apportant de la flexibilité sur le code du travail et les mesures fiscales comme le remplacement de l'impôt de solidarité sur la fortune par l'impôt sur la fortune immobilière, le prélèvement forfaitaire unique à 30% et l'abaissement programmé d'ici 2022 de l'impôt sur les sociétés ont été salués par les investisseurs étrangers.

Cependant, malgré la récente embellie, les handicaps historiques de compétitivité (fiscalité, simplification et coût du travail), s'ils s'atténuent, restent présents sur le radar des décideurs internationaux. On peut imaginer que les réformes en cours (prélèvement à la source, droit à l'erreur, réduction du taux de l'impôt sur les sociétés à 25% d'ici 2022, simplification des seuils sociaux et fiscaux intégrés au projet de loi Pacte...) et celles qui sont envisagées comme la suppression de l'*exit tax* seront en mesure d'améliorer notre compétitivité fiscale.

En 2018, les investisseurs étrangers continuent d'appeler de leurs vœux une amélioration de la compétitivité fiscale de la France (43%) - de plus en plus rude, en témoignent les baisses récentes du taux de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni puis aux États-Unis -, une intensification de l'action de simplification administrative pour les entreprises (41%), un allègement du coût du travail (38%) ainsi qu'une plus grande flexibilité du droit du travail (34%).

Malgré la récente embellie, les handicaps historiques de compétitivité restent présents

Quelles réformes pourraient jouer en faveur de l'attractivité de la France ?



Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (enquête janvier 2018, 208 répondants, 3 réponses possibles)

Notons que la dynamique de réforme relâche la pression sur certains enjeux : si près de la moitié des décideurs continuent de souhaiter une amélioration de la compétitivité fiscale de la France, cette proportion est en baisse de 12 points par rapport à l'année précédente. De même, l'action de simplification administrative des entreprises reste réclamée par 41 % des dirigeants, en repli de 5 points par rapport à l'enquête 2017.

En revanche, une part croissante de décideurs souhaiterait que les pouvoirs publics français s'engagent dans la poursuite de l'action de réduction du coût du travail (38% contre 31% l'année précédente).

La question du coût du travail prend ainsi le pas sur l'enjeu de sa flexibilité, se hissant

à la troisième place du classement des réformes à entreprendre. En effet, selon Coe-Rexecode¹³, malgré l'aspect réducteur de la statistique européenne sur le coût chargé dans l'industrie et les services marchands, la France reste à un niveau élevé (37,5 €/heure chargée), soit au-dessus de l'Allemagne (36 €), 20% au-dessus de la moyenne de l'Union européenne (31 €) et toujours bien supérieur au Royaume-Uni (25,5 €).

En conséquence, si la France rattrape son retard en nombre de projets, elle est distancée sur le nombre d'emplois créés par les investissements directs à l'étranger, les projets accueillis étant en moyenne moins créateurs d'emplois qu'au Royaume-Uni et en Allemagne (25 emplois par projet d'investissement étranger en France ; 42 au Royaume-Uni ; 28 en Allemagne).

13. Source : Les coûts de la main d'oeuvre dans l'Union européenne au 4e trimestre 2017, Centre d'observation économique et de Recherche pour l'Expansion de l'économie et le Développement des Entreprises, Mars 2018

Création d'emplois dans les 15 principaux pays d'implantation de projets d'investissement étranger en 2017

Rang (en termes de création d'emplois)	Pays	Projets	Créations d'emplois 2017	Emplois créés par projet 2017
1	Royaume-Uni	1 205	50 196	42
2	Allemagne	1 124	31 037	28
3	Russie	238	25 788	108
4	France	1 019	25 126	25
5	Pologne	197	24 000	122
6	Serbie	118	20 103	170
7	Hongrie	116	17 017	147
8	Roumanie	126	16 490	131
9	République tchèque	134	14 490	108
10	Espagne	237	13 685	58
11	Turquie	229	13 078	57
12	Irlande	135	8 961	66
13	Pays-Bas	339	8 541	25
14	Belgique	213	5 794	27
15	Finlande	191	4 300	23
Autres		1 032	74 863	73
Total		6 653	353 469	53

Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2018 (données IBM 2017)



Méthodologie

Le recensement des implantations internationales en France et en Europe

Depuis 1997, EY European Investment Monitor (EIM) recense le nombre de projets d'investisseurs étrangers dans une quarantaine de pays européens, y compris en Russie et en Turquie. Cette année, EY a réalisé cette observation détaillée et complexe grâce aux données et analyses de IBM-PLI.

Le recensement prend en compte et vérifie les annonces publiques et fermes d'investissements porteurs de créations d'emplois. Ces flux d'implantations et d'extensions se situent dans une très grande variété d'activités et de secteurs, mais en excluent certains dont la logique d'implantation relève de facteurs d'attractivité certes intéressants, mais structurellement différents des implantations industrielles, décisionnelles ou technologiques (tels que les hôtels, les surfaces de vente ou de restauration).

D'autres méthodes peuvent être utilisées pour le recensement de ce type de projets. Ainsi, celle de Business France intègre, en plus des emplois créés, les emplois

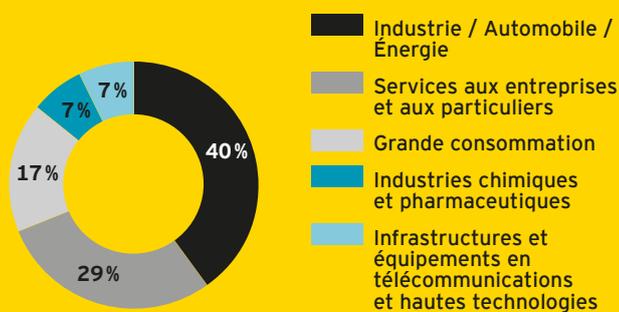
maintenus par les investisseurs étrangers en France, ainsi que les créations et les sauvegardes d'emplois projetés sur 3 ans; à l'inverse, EY European Investment Monitor se concentre sur les données au démarrage des projets, et ce de la même manière dans tous les pays européens (48 en 2017).

Les tests de qualité et les croisements réalisés auprès des entreprises pour la constitution de la base de données permettent de garantir un niveau d'exhaustivité et de comparabilité unique en Europe.

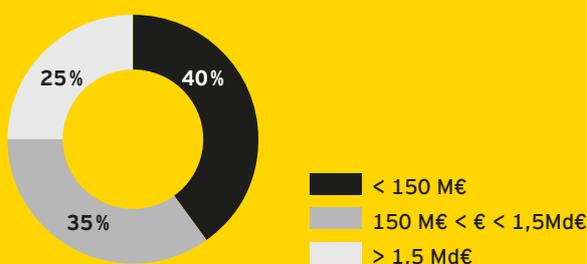
L'enquête auprès de 208 dirigeants d'entreprises à capitaux étrangers

La perception et les attentes des décideurs internationaux ont été recueillies à travers une enquête téléphonique auprès de 208 décideurs du 9 au 25 janvier 2018. Les dirigeants, déclarés impliqués dans les décisions d'investissements étrangers, ont été interrogés dans 26 pays et en 3 langues. La structure de l'échantillon est représentative des investissements internationaux, qu'il s'agisse de leur origine géographique (en grande partie issue de l'Union européenne), de leur origine sectorielle ou de la taille des entreprises.

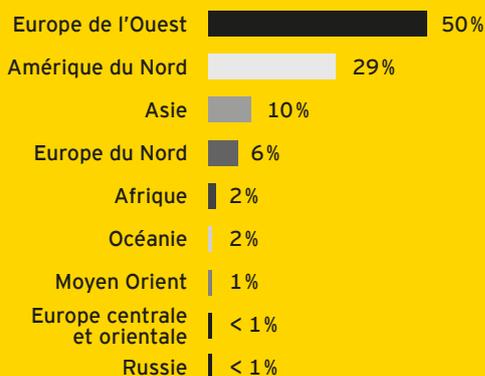
Secteur d'activité



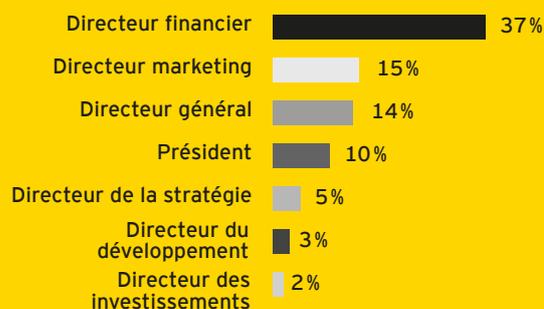
Taille



Nationalité



Fonctions



EY | Audit | Conseil | Fiscalité & Droit | Transactions

EY est un des leaders mondiaux de l'audit, du conseil, de la fiscalité et du droit, des transactions. Partout dans le monde, notre expertise et la qualité de nos services contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et les marchés financiers. Nous faisons grandir les talents afin qu'ensemble, ils accompagnent les organisations vers une croissance pérenne. C'est ainsi que nous jouons un rôle actif dans la construction d'un monde plus juste et plus équilibré pour nos équipes, nos clients et la société dans son ensemble.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun est une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients.

Retrouvez plus d'informations sur notre organisation sur www.ey.com.

© 2018 Ernst & Young Advisory.
Tous droits réservés.
SCORE France N° 2018-032

Crédits photo : Dotshock, Virginie de Galzain, Interpixels, Philippe Lejeanvre, Petinov Sergey Mihilovich, Matthieu Photoglovsky, Pigprox, Henryk Sadura, Symbiot, photothèque EY.

Document imprimé conformément à l'engagement d'EY de réduire son empreinte sur l'environnement.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale ou autre. Pour toute question spécifique, vous devez vous adresser à vos conseillers.

Design Graphique & Production : Take Part Media

ey.com/fr

Pour plus d'informations :
www.ey.com/fr/attractivite

Twitter : @EYFrance

Contacts

Marc Lhermitte

Associé, Ernst & Young Advisory
Responsable du Programme Attractivité
Tél. : + 33 1 46 93 72 76
Email : marc.lhermitte@fr.ey.com

Élise Carrard

Relations Médias
Tél. : +33 1 46 93 49 73
Email : elise.carrard@fr.ey.com

Anne Périé

Coordination Marketing
Tél. : +33 1 46 93 77 11
Email : anne.perie@fr.ey.com